

futuribles

I N T E R N A T I O N A L

N° 284 • 2 mars 2023

GUERRE EN UKRAINE : SIX SCÉNARIOS À L'HORIZON 2025

ÉVOLUTION DU CONFLIT,
ENJEUX INTERNATIONAUX

*Antoine Le Bec et Marie Ségur**

*Respectivement chargé d'études et directrice d'études à Futuribles.
La rédaction de cette analyse a été achevée le 22 février 2023.

VIGIE

ANALYSE PROSPECTIVE

futuribles
I N T E R N A T I O N A L

Centre de réflexion prospective
47, rue de Babylone, 75007 Paris, France
Tél. + 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax + 33 (0)1 42 22 65 54
ahouguenague@futuribles.com • www.futuribles.com

Le discours de Vladimir Poutine du 21 février 2023 a marqué le premier anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans la lignée de celui prononcé sur la place Rouge le 30 septembre 2022 ¹, il souligne la dimension internationale donnée à ce conflit par le président russe, qui l'inscrit ouvertement dans le prolongement de plusieurs décennies d'affrontements avec l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord). De leur côté, les alliés occidentaux se refusent à réduire leur soutien à l'Ukraine, qui « ne doit pas perdre ».

Les contre-attaques lancées par l'Ukraine à la fin de l'été 2022 dans le Donbass avaient déjà constitué un des tournants du conflit avec la Russie, marquant un nouveau revers majeur de l'armée russe. La mobilisation militaire accrue de la population annoncée fin septembre 2022 par Vladimir Poutine et l'annexion de quatre régions de l'est de l'Ukraine concluent cette séquence et en ouvrent une autre, particulièrement incertaine et risquée. Ni la Russie ni le bloc ukrainien n'ont défini précisément ce que pourraient être, pour eux, une défaite ou une victoire acceptable, en dehors des objectifs maximalistes de conquête ou préservation totale de la souveraineté territoriale ukrainienne. Les fronts sont aujourd'hui stabilisés en raison de l'hiver et de l'équilibre des forces. Mais le printemps pourra participer d'une nouvelle escalade sur le terrain. Son ampleur reste difficile à cerner alors même que la menace nucléaire plane toujours sur le conflit ².

Dans ce contexte instable, quelles sont les trajectoires envisageables pour cette guerre à l'horizon 2025 ? Cette question nécessite d'étudier plusieurs variables clefs, pour lesquelles les incertitudes sont tout aussi fortes : la capacité de l'armée russe à rééquilibrer la situation sur le terrain par la mobilisation de sa population, les conditions du maintien de Vladimir Poutine au pouvoir, la persistance du soutien occidental face au risque d'escalade, aux tensions sur les stocks militaires ou encore à la dégradation du contexte socio-économique. L'évolution de la position chinoise et le potentiel renversement de la position de pays non alignés comme la Turquie, l'Inde et Israël constituent également des variables majeures.

Cette note s'inscrit dans le prolongement des travaux conduits par Futuribles dès le début de la guerre (cf. table ronde du 11 mars 2022 ³). Elle a pour ambition de mettre à jour les messages clefs établis dès juillet 2022, qui étudient en détail les variables les plus cruciales, et les scénarios d'évolution du conflit qui en découlent, publiés l'été dernier ⁴.

Elle cherche ainsi à proposer une grille de lecture précise de ce conflit, en le définissant mais aussi en interrogeant les conditions préalables à une paix durable, en étudiant les prises de position des différentes parties prenantes, et en traçant les conséquences géopolitiques et géoéconomiques plus globales du conflit (messages clefs, partie 1). Au regard des nombreuses incertitudes, cette réflexion prospective se cantonne à un horizon temporel court (+ deux ans), mais les scénarios proposés cherchent à couvrir l'ensemble du champ des possibles (partie 2) afin d'outiller la prise de décision, des acteurs tant publics que privés. ■

1. LANCEREAU Guillaume, « La guerre mondiale de Poutine », *Le Grand Continent*, 1^{er} octobre 2022. URL : <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/10/01/la-guerre-mondiale-de-poutine-3/>. Consulté le 21 février 2023.

2. Cf. LE BEC Antoine, « Guerre en Ukraine : la dissuasion nucléaire sous tension ? », *Analyse prospective*, n° 279, 15 novembre 2022, Futuribles International. URL : <https://www.futuribles.com/guerre-en-ukraine-la-dissuasion-nucleaire-sous-ten/>. Consulté le 21 février 2023.

3. Accessible en *replay*. URL : <https://www.futuribles.com/guerre-en-ukraine-mises-en-perspective/>. Consulté le 21 février 2023.

4. SÉGUR Marie (sous la dir. de), « Guerre en Ukraine : quels scénarios ? Évolution du conflit et trajectoires géopolitiques à l'horizon 2025 », *Analyse prospective*, n° 272, 12 juillet 2022, Futuribles International. URL : <https://www.futuribles.com/guerre-en-ukraine-quels-scenarios-evolution-du-con/>. Consulté le 21 février 2023.

Sommaire

Partie 1. Messages clefs	5	Partie 2. Actualisation des scénarios	25
Guerre et paix : définir le conflit, en identifier les issues	5	Scénario 1. Enlisement du conflit et instabilités	25
1. Guerre régionale et par procuration, l'ordre international de l'après-guerre froide bousculé	5	Points clefs envisagés en juillet 2022	25
2. Objectifs de guerre maximalistes et enlisement du conflit : absence de perspectives pour une paix durable	6	Actualisation	25
Qui sont les acteurs en présence ?	8	Scénario 2. Conflit ukrainien à haute intensité. Vers un monde de blocs	26
3. Une Russie affaiblie par la guerre, mais une mobilisation accrue de sa population : vers un basculement du rapport de force en 2023 ?	8	Points clefs envisagés en juillet 2022	26
4. L'Ukraine sous perfusion occidentale, quelle soutenabilité de l'effort de guerre à l'horizon 2025 ?	12	Actualisation	26
5. Les États-Unis, grands gagnants du conflit : vers une puissance américaine consolidée sur la scène internationale et en Europe	14	Scénario 3. Peurs, égoïsmes nationaux et extension territoriale du conflit	28
6. La Turquie, une puissance régionale au carrefour des enjeux internationaux des prochaines années	15	Points clefs envisagés en juillet 2022	28
7. Chine-Russie : une forte convergence d'intérêts, mais pas encore d'alliance militaire explicite	16	Actualisation	28
Quelles conséquences géoéconomiques et géopolitiques plus globales ?	17	Scénario 4. Objectifs territoriaux russes atteints	29
8. Velléités d'autonomisation accrues, mais maintien des interdépendances : une démondialisation encore fantasmée	17	Points clefs envisagés en juillet 2022	29
9. Émergence d'un découplage Chine / États-Unis sur les secteurs stratégiques	18	Actualisation	29
10. Des tensions durables sur les marchés de l'énergie : vers une « décontinentalisation » de l'approvisionnement en pétrole et en gaz de l'Europe ?	19	Scénario 5. Intégrité territoriale de l'Ukraine préservée	30
11. Les craintes d'une crise alimentaire mondiale majeure ne se sont pas encore concrétisées, mais les risques demeurent ..	22	Points clefs envisagés en juillet 2022	30
12. Dissensions économiques et politiques au sein de l'UE : l'avenir de l'équilibre européen en suspens	23	Actualisation	30
		Scénario 6. Conflit mondial et fuite en avant russe	30
		Points clefs envisagés en juillet 2022	30
		Actualisation	30
		Synthèse : évolution potentielle des rapports de force et bascule entre scénarios	30

RAPPEL DE LA MÉTHODOLOGIE

Pour construire les analyses présentées ici, un processus de travail itératif a été adopté :

- ▶ **Recueil des interrogations des membres de Futuribles et de leurs contributions** pour orienter et prioriser les réflexions (réunion de travail du 21 avril 2022).
- ▶ **Consolidation et développement de six scénarios** par l'analyse de quelques grandes variables (rapport de force militaire sur le terrain, jeux d'alliance...) et grâce aux entretiens conduits avec plusieurs experts.
- ▶ **Analyse des implications directes** des trois scénarios les moins radicaux en termes de rupture militaire sur les flux économiques, agricoles, énergétiques mondiaux, les crises humanitaires, les jeux d'alliance, et le rôle de la gouvernance internationale (*Analyse prospective* publiée en juillet 2022 ¹).
- ▶ **Été-hiver 2022** : suivi et actualisation en continu des scénarios et des messages clefs.
- ▶ **Janvier 2023** : réunion de travail d'actualisation avec les membres de Futuribles International et plusieurs experts.
- ▶ **Mars 2023** : publication des messages clefs et scénarios mis à jour.

Nous remercions chaleureusement Sébastien Abis, Matthieu Anquez, Didier Billion, Gilbert Cette, Elvire Fabry, Thierry Hommel, Nicolas Mazzuchi, Diane Mordacq, Pierre Papon, Christian de Perthuis, Thierry Pouch, Philippe de Suremain, Nicolas Werth, pour leurs précieuses contributions.

N.B. : les propos tenus dans ce document sont de la seule responsabilité de Futuribles International.

1. SÉGUR Marie (sous la dir. de), « Guerre en Ukraine : quels scénarios ? Évolution du conflit et trajectoires géopolitiques à l'horizon 2025 », *Analyse prospective*, n° 272, 12 juillet 2022, Futuribles International. URL : <https://www.futuribles.com/guerre-en-ukraine-quels-scenarios-evolution-du-con/>. Consulté le 21 février 2023.

Partie 1. Messages clefs

Guerre et paix : définir le conflit, en identifier les issues

1. Guerre régionale et par procuration, l'ordre international de l'après-guerre froide bousculé

Cette guerre est, pour ce qui concerne le militaire au sens strict, un conflit régional, circonscrit géographiquement au sein des frontières de l'Ukraine. Mais le champ des affrontements est en réalité bien plus large, comme en témoignent les multiples sanctions économiques, commerciales et financières à l'encontre de la Russie (*weaponization of everything*⁵). Dans les mois à venir, ce champ pourrait s'étendre encore, avec de nouvelles sanctions, la possible multiplication des attaques sur les infrastructures stratégiques internationales et l'exacerbation des opérations de désinformation et de déstabilisation internes. C'est en cela que cette guerre, bien que régionale, et perçue comme telle par les pays hors Europe, affecte fortement des États et des populations pourtant éloignés géographiquement.

Par ailleurs, cette guerre s'inscrit pour Vladimir Poutine dans le prolongement de plusieurs décennies d'affrontements plus ou moins implicites avec l'OTAN et plus largement avec l'Occident (cf. discours de Munich en 2007). Parallèlement, les alliés occidentaux refusent de s'impliquer directement dans le conflit afin d'éviter l'escalade nucléaire, mais soutiennent de manière massive l'Ukraine : matériel militaire, renseignement et formation, aide financière et humanitaire, ou encore sanctions visant à affaiblir la capacité de la Russie à entretenir sa machine de guerre. En ce sens, on peut

considérer que l'OTAN mène une guerre par procuration avec la Russie⁶.

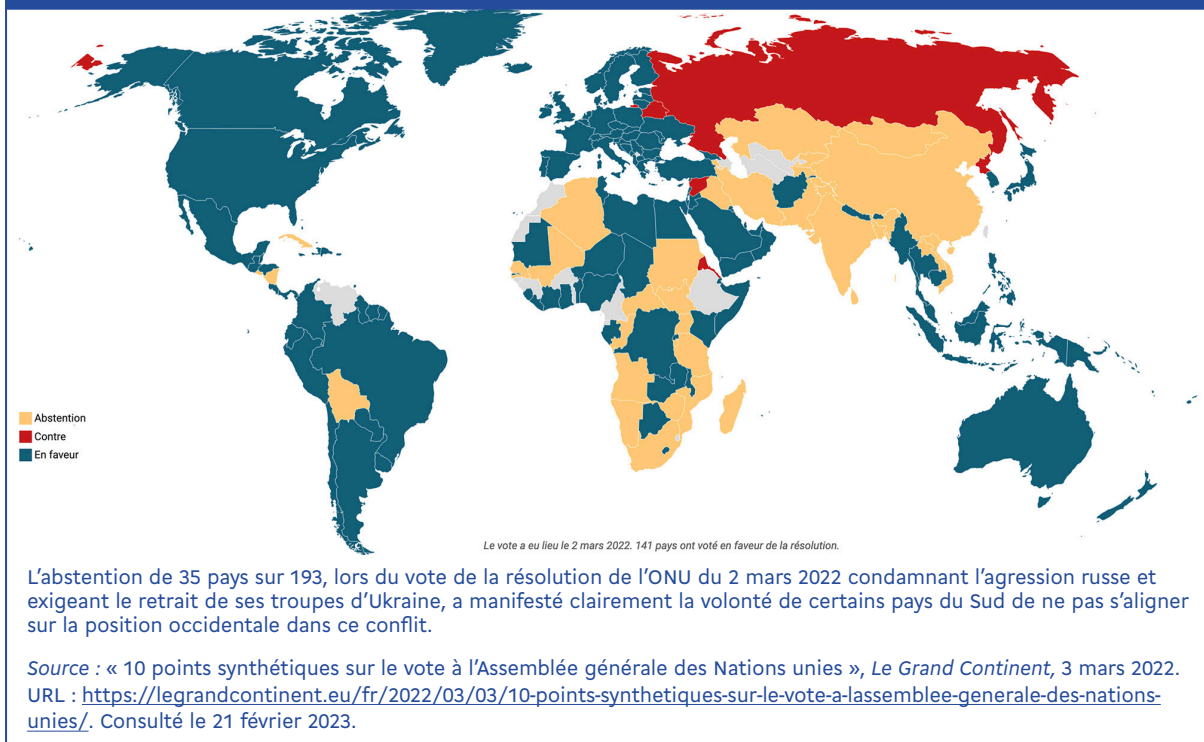
La guerre n'est pas que territoriale ou économique. Elle a aussi une portée politique et culturelle majeure. C'est en cela qu'elle rencontre un écho auprès d'autres régimes autoritaires (Chine, Iran...), mais aussi auprès de pays du Sud en quête de revanche contre le colonialisme occidental, et d'inversion des rapports de force historiques de la mondialisation libérale. Cette réorganisation géopolitique est au cœur de la stratégie russe. Celle-ci cherche à déstabiliser les puissances occidentales par la lutte informationnelle et une politique d'influence croissante dans les pays du Sud. Elle s'incarne notamment en Afrique. La croissance de ses échanges économiques avec l'Inde et la Chine s'inscrit, quant à elle, dans une ambition plus large de remise en cause, à terme, de la centralité du dollar US dans les échanges internationaux.

Dans cette opposition, les normes et valeurs démocratiques traditionnellement portées par les institutions américaines et européennes sont de plus en plus contestées. Les organisations multilatérales apparaissent dépassées voire obsolètes. Les veto exercés par la Russie et la Chine paralysent le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), participant davantage à un désordre international qu'à l'émergence d'un ordre alternatif, aux modalités encore floues. Par ailleurs, la multiplication des sanctions commerciales et des politiques protectionnistes met en lumière l'incapacité de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à assurer la protection des principes du libre-échange.

5. Concept notamment développé par Mark Galeotti (2022), faisant référence à l'extension du champ de définition d'une arme dans un conflit, et par conséquent des menaces associées à leur exploitation. Les manipulations des interdépendances commerciales, énergétiques et des flux informationnels en constituent des exemples.

6. Ce qualificatif est d'ailleurs revendiqué par des centres d'études majeurs sur la sécurité nationale américaine, comme le CSIS (Center for Strategic and International Studies) : CORDESMAN Anthony H., « United States Aid to Ukraine: An Investment Whose Benefits Greatly Exceed its Cost », CSIS, 21 novembre 2022. URL : <https://www.csis.org/analysis/united-states-aid-ukraine-investment-whose-benefits-greatly-exceed-its-cost>. Consulté le 21 février 2023.

Carte 1. Répartition des votes à l'assemblée générale des Nations unies sur la résolution condamnant l'invasion russe de l'Ukraine, le 2 mars 2022



2. Objectifs de guerre maximalistes et enlèvement du conflit : absence de perspectives pour une paix durable

La Russie a de fait revu ses objectifs de guerre initiaux à la baisse, suite à l'échec de la prise rapide de Kiev, et réorganisé son effort de guerre dans les régions du Donbass et le long du littoral de la mer Noire. Mais l'annexion des quatre *oblasts* de cette région souligne le maintien d'objectifs politiques et militaires ambitieux. Pour cause, l'avenir politique de Vladimir Poutine est lié à l'issue de la guerre. Il apparaît donc difficile pour le dirigeant russe d'accepter une défaite.

Du côté ukrainien, le président Zelensky maintient l'objectif de restauration de l'intégralité territoriale de l'Ukraine d'avant 2014. Ayant adopté, début octobre, un décret s'opposant aux négociations avec Vladimir

Poutine⁷, il revendique, dans un plan de paix en 10 points, le paiement intégral de réparations par la Russie et la traduction de ses dirigeants devant un tribunal de guerre⁸. Cette position est soutenue par les alliés partisans d'une ligne dure contre Moscou (pays Baltes, Pologne, Royaume-Uni). Alors que le président Macron poursuivait initialement l'ambition de ne pas laisser le seul rôle de médiateur à la Turquie⁹, la France et même l'Allemagne semblent désormais adhérer de plus en plus à un soutien sans concessions à l'Ukraine. Cette consolidation de l'alliance européenne s'explique, entre autres, par la prise de conscience de l'inflexibilité des objectifs de guerre russes, et de leur perception comme une menace pour l'Union européenne (UE) et ses valeurs, mais aussi, sans doute, par des logiques plus pragmatiques. Maintenir une posture intransigeante face à la Russie

7. « Un décret de Kyiv entérine l'impossibilité de négocier avec Poutine », Reuters, 4 octobre 2022. URL : <https://www.reuters.com/article/ukraine-crise-zelensky-poutine-idFRKBN2QZ0ZD>. Consulté le 21 février 2023.

8. « Le plan de paix de Zelensky », *Le Grand Continent*, 18 novembre 2022. URL : <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/11/18/le-plan-de-paix-de-zelensky/>. Consulté le 21 février 2023.

9. MOLLIER-SABET Louis, « Ukraine : les sénateurs saluent l'appel à la négociation d'Emmanuel Macron, mais ne se font pas d'illusion », Public Sénat, 13 octobre 2022, <https://www.publicsenat.fr/article/politique/ukraine-les-senateurs-saluent-l-appel-a-la-negociation-d-emmanuel-macron-mais-ne>. Consulté le 21 février 2023.

pourrait être considérée par les États européens comme un moyen de ne pas « perdre la face » sur la scène internationale, à un moment où le soutien massif à l'Ukraine devient la position la plus consensuelle. Toutefois, les coûts de la guerre déjà colossaux et leur accumulation sans perspective de reconquête significative pourraient pousser, à terme, le président ukrainien au compromis dans ses ambitions de rétablir l'intégrité territoriale totale du pays.

Le maintien de l'effort de guerre et la capacité de l'Ukraine à contenir les forces russes, voire à mener de nouvelles contre-offensives, dépendent de la persistance du soutien occidental, qui pourrait fixer une ligne rouge à la reconquête de la Crimée, afin de limiter les risques d'escalade non conventionnelle. Le caractère progressif de la montée en puissance du soutien militaire de l'OTAN a jusqu'ici été clef pour garder le contrôle de cette escalade et réserver des leviers de pression supplémentaires. Alors que Washington a longtemps été réticent à l'envoi de lance-roquettes HIMARS (*High Mobility Artillery Rocket System*) permettant de frapper le dispositif russe en profondeur, la livraison d'équipements aussi symboliques que les chars est aujourd'hui consentie, et celle d'avions de combat n'est plus un tabou chez certains alliés. La logique dite des « coûts irrécupérables ¹⁰ » pousse également l'OTAN à accélérer son soutien, à un moment décisif où l'Ukraine apparaît vulnérable face à la montée en puissance du dispositif militaire russe. Pour les États-Unis, l'affaiblissement durable du potentiel militaire russe permettrait le maintien de la sécurité européenne à moyen terme, alors que leurs préoccupations stratégiques sont

amenées à se tourner vers la Chine. En janvier 2023, un rapport de la Rand Corporation, influent *think-tank* sur les questions de sécurité nationale, soulignait les risques que fait peser un enlèvement du conflit vis-à-vis des intérêts des États-Unis ¹¹. Plus tôt dans le conflit, le président Biden avait pu déclarer que Vladimir Poutine « ne peut pas rester au pouvoir ¹² ». Néanmoins, le général américain Mark Milley a déclaré, l'automne dernier, qu'il ne croyait pas à une possibilité de victoire militaire totale de l'un des deux belligérants, faisant ainsi pression pour des négociations ¹³. Le maintien de quelques initiatives multilatérales, comme l'accord sur les exportations de céréales en mer Noire ou les missions de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) dans les installations nucléaires, souligne que le point de non-retour dans l'escalade n'a pas encore été atteint.

L'arrêt des combats à court terme, par exemple dans le cadre d'un cessez-le-feu, ne signifiera pas forcément la paix à long terme. La Russie pourrait au contraire en profiter pour réorganiser ses forces et relancer une offensive plus ambitieuse au cours de la décennie. Il n'est pas exclu que la conquête totale de l'Ukraine, voire de la Transnistrie, soit le prochain objectif du président russe dans une perspective de restauration de la *Novorossia*. Un scénario à la coréenne est également envisageable, avec un armistice sans traité de paix, matérialisé par une zone démilitarisée entre les deux pays. Les négociations sur la fin de la guerre apparaissent urgentes face aux risques encourus, mais elles seront porteuses d'enjeux lourds en termes de justice vis-à-vis des crimes de guerre du régime russe, de crédibilité des

10. Expression qui traduit la tendance des acteurs individuels, politiques et / ou économiques à être influencés de manière irrationnelle par les coûts associés aux décisions prises antérieurement (temps passé, efforts consentis...) lorsque se pose la question de poursuivre ou d'arrêter un projet ou une action.

11. CHARAP Samuel et PRIEBE Miranda, « Avoiding a Long War: U.S. Policy and the Trajectory of the Russia-Ukraine Conflict », Rand Corporation, janvier 2023. URL : https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/perspectives/PEA2500/PEA2510-1/RAND_PEA2510-1.pdf. Consulté le 21 février 2023.

12. « "Cet homme ne peut pas rester au pouvoir", Joe Biden hausse le ton contre Vladimir Poutine », *Euronews*, 26 mars 2022. URL : <https://fr.euronews.com/2022/03/26/cet-homme-ne-peut-pas-rester-au-pouvoir-joe-biden-hausse-le-ton-contre-vladimir-poutine>. Consulté le 21 février 2023.

13. ATWOOD Kylie et LIEBERMANN Oren, « Biden Admin Divided Over Path Ahead for Ukraine as Top US general Milley Pushes for Diplomacy », CNN, 11 novembre 2022. URL : <https://edition.cnn.com/2022/11/11/politics/ukraine-mark-milley-negotiations-biden-administration-debate/index.html>. Consulté le 21 février 2023.

engagements russes vis-à-vis du droit international et d'architecture de sécurité du continent européen. À l'horizon 2025, les conditions préalables à une paix durable apparaissent donc difficiles à rassembler et le risque d'escalade est réel.

Qui sont les acteurs en présence ?

3. Une Russie affaiblie par la guerre, mais une mobilisation accrue de sa population : vers un basculement du rapport de force en 2023 ?

Indiscutablement, l'économie russe a été fortement affectée par les sanctions économiques, commerciales et financières, même si leurs effets macroéconomiques de court terme ont été moins importants qu'anticipé initialement. Alors que le Fonds monétaire

international (FMI) envisageait en avril 2022 une contraction de 8 % du produit intérieur brut (PIB) russe pour 2022, ses prévisions d'octobre sont tombées à moins 2 % et envisagent même avec un certain optimisme que la Russie ne connaisse pas de récession en 2023¹⁴. Mais le véritable enjeu est de savoir à quel point l'effort de guerre de la Russie est affecté par ces sanctions. Les restrictions imposées sur ses importations de composants technologiques ont, par exemple, affecté sa capacité de production de missiles de haute précision, dont les stocks apparaissaient fortement entamés dès l'été 2022. La Russie semble, néanmoins, avoir établi des filières de substitution, avec le recyclage de technologies civiles importées depuis la Turquie, la Chine et des pays de son voisinage d'Asie centrale (électroménager, électronique, pièces automobiles¹⁵). De

14. BRIANCON Pierre, « The IMF's Outlook on Russia Is too Rosy to Be True », Reuters, 10 février 2023. URL : <https://www.reuters.com/breakingviews/imfs-outlook-russia-is-too-rosy-be-true-2023-02-10/>. Consulté le 21 février 2023.

15. STECKLOW Steve, GAUTHIER-VILLARS David et TAMMAN Maurice, « The Supply Chain that Keeps Tech Flowing to Russia », Reuters, 13 décembre 2022. URL : <https://www.reuters.com/investigates/special-report/ukraine-crisis-russia-tech-middlemen/>. Consulté le 21 février 2023.

COMMENT MESURER L'ATTRITION DANS CE CONFLIT ?

Le conflit marque le retour de la guerre à haute intensité en Europe, avec l'affrontement de deux États sous des formes assez classiques. L'artillerie joue notamment un rôle majeur dans une guerre de position organisée autour de fronts relativement stables, qui rappelle par certains aspects la Première Guerre mondiale. Dans ce cadre, l'usure des deux belligérants constitue une variable majeure d'évolution du rapport de force. Matthieu Anquez, président d'ARES Stratégie et conseiller scientifique de Futuribles International, décrit la dynamique d'attrition à l'œuvre dans un conflit comme un triptyque organisé autour des pertes humaines, matérielles et du moral des belligérants, la guerre étant au sens de Clausewitz un affrontement des volontés. La dynamique de l'attrition ne doit pas constituer l'unique clef d'analyse de la guerre en Ukraine, mais elle contribue grandement à la compréhension de l'évolution du rapport de force militaire.

Comment estimer les pertes humaines et matérielles ? Les services de la défense et les agences de renseignement ukrainiens, russes, britanniques et américains publient des estimations des pertes russes. Ainsi, l'Ukraine publie quotidiennement le nombre de soldats russes qu'elle prétend avoir tués, ainsi qu'un détail des missiles utilisés par la Russie et du matériel détruit par l'Ukraine. De son côté, la Russie communique peu sur les pertes qu'elle subit, malgré la mobilisation croissante qui rend de plus en plus concrète, pour sa population, cette « opération spéciale ». L'ensemble de ces communications s'inscrit dans un contexte de guerre et constitue un levier de désinformation. Pour préserver le moral de sa population et de ses alliés, chaque belligérant a intérêt à minimiser ses pertes et à surestimer celles de ses adversaires. Pour l'Ukraine, surestimer les taux d'attrition matériels peut aussi être un argument pour réclamer l'accélération des livraisons d'armes.

Mais estimer le nombre de soldats décédés ne suffit pas à aboutir aux pertes totales d'une armée : il faut ajouter les soldats blessés et ceux capturés, sur lesquels les autorités ukrainiennes ne communiquent pas. Pour cela, les analystes utilisent un *ratio* entre le nombre de soldats tués et blessés. Sa valeur varie historiquement selon la forme des conflits, la sophistication des équipements offensifs et défensifs, mais aussi la qualité des services médicaux sur le terrain. Pour les États-Unis en Afghanistan, il était de 1 pour 10 dans un conflit asymétrique où l'intensité du feu était réduite et permettait un appui médical aérien rapide. Par analogie avec la Seconde Guerre mondiale et l'intervention de l'URSS en Afghanistan, un *ratio* d'environ 1 pour 3 est généralement retenu par le renseignement anglo-saxon dans le conflit ukrainien⁷. Les forces armées de la république populaire de Donetsk ont précisément documenté leurs pertes, indiquant un *ratio* de 1 pour 4. Cela ne clôt pas les débats, certains estimant que les progrès médicaux et des équipements de protection, ainsi que le passage à un combat d'artillerie plus à même de provoquer des blessures non mortelles, devraient rapprocher ce *ratio* de 1 pour 5. Si cette dernière valeur était utilisée, les pertes déduites des chiffres ukrainiens sur les soldats russes morts seraient alors incohérentes avec le nombre de soldats mobilisés initialement, ce qui souligne la forte incertitude pesant sur ces données⁸.

Enfin, rappelons que les taux d'attrition humains et matériels, ainsi que leur renouvellement par des logiques de flux et stocks, restent subordonnés à une variable difficilement quantifiable mais pourtant cruciale, la volonté des belligérants. L'acharnement des Ukrainiens à défendre leur souveraineté nationale, symbolisé par la personnalité du président Zelensky, leur a assuré depuis le début du conflit une détermination et un moral plus élevés que ceux de l'envahisseur russe. Pour les combattants russes, cette opération spéciale ne répond pas à un enjeu existentiel de la nation, contrairement à ce que prétend Vladimir Poutine. L'attrait de l'argent pour les soldats volontaires, la quête de liberté pour les détenus mobilisés depuis les prisons, mais aussi la contrainte de la mobilisation plus récemment, apparaissent comme des motivations moins puissantes que celles défendues par l'Ukraine. La stratégie russe de la chair à canon doit toutefois s'analyser dans un contexte culturel spécifique, celui d'un rapport à la souffrance et à la mort différent des sociétés occidentales, dans la lignée de la « grande guerre patriotique ». La mobilisation de la société russe étant amenée à s'accroître, avec son lot de drames dans les familles de soldats, cette guerre pourrait ainsi devenir plus vitale pour la Russie. Le juge de paix pourrait être alors le maintien ou non de la volonté occidentale de soutenir l'Ukraine, face à un coût financier et matériel élevé, une potentielle dégradation du contexte socio-économique en Europe, mais aussi par crainte d'une escalade du conflit. ■

1. « Russian Casualties in Ukraine. Mediazona Count, Updated », *Mediazona*. URL : https://en.zona.media/article/2022/05/20/casualties_eng. Consulté le 21 février 2023.

2. Voir « Attack On Europe: Documenting Russian Equipment Losses During the 2022 Russian Invasion of Ukraine », *Oryx*. URL : <https://www.oryxspioenkop.com/2022/02/attack-on-europe-documenting-equipment.html>. Consulté le 21 février 2023.

3. BERTRAND Natasha, LIEBERMANN Oren et MARQUARDT Alex, « Russian Artillery Fire Down Nearly 75%, US Officials Say, in Latest Sign of Struggles for Moscow », *CNN*, 10 janvier 2023. URL : <https://edition.cnn.com/2023/01/10/politics/russian-artillery-fire-down-75-percent-ukraine/index.html>. Consulté le 21 février 2023.

4. SEGURA Cristian, « Battle for Bakhmut Turns into a 'Meat Grinder' for Russian and Ukrainian Armies », *El País*, 1^{er} février 2023. URL : <https://english.elpais.com/international/2023-02-01/battle-for-bakhmut-turns-into-a-meat-grinder-for-russian-and-ukrainian-armies.html>. Consulté le 21 février 2023.

5. Tweet du ministère ukrainien de la Défense, 16 février 2023. URL : <https://twitter.com/DefenceU/status/1626112972895526913>. Consulté le 21 février 2023.

6. Tweet du ministère du Royaume-Uni, 17 février 2023. URL : <https://twitter.com/DefenceHQ/status/1626472945089486848?s=20>. Consulté le 21 février 2023.

7. LAWRENCE Christopher A., « Wounded-to-killed Ratios in Ukraine in 2022 », *The Dupuy Institute*, 6 juin 2022. URL : http://www.dupuyinstitute.org/blog/2022/06/06/wounded-to-killed-ratios-in-ukraine-in-2022/#_ftn1. Consulté le 21 février 2023.

8. « How Heavy Are Russian Casualties in Ukraine? », *The Economist*, 24 juillet 2022. URL : <https://www.economist.com/europe/2022/07/24/how-heavy-are-russian-casualties-in-ukraine>. Consulté le 21 février 2023.

manière générale, la mobilisation de stocks de matériels soviétiques moins performants a déjà commencé (chars T-62, obus d'artillerie reconditionnés) tout comme l'utilisation non optimale de missiles de défense anti-aérienne pour des usages offensifs au sol, qui se révèlent peu précis (missiles S-300).

La Russie bénéficie également du soutien militaire direct de l'Iran, dont les drones bénéficient d'un rapport coût / efficacité très favorable pour maintenir sur la durée le rythme des bombardements ¹⁶. En parallèle, la guerre de position qui caractérise la majeure partie de ce conflit nécessite un recours intensif à l'artillerie, dont la consommation d'obus aux pics des combats a pu afficher un rythme similaire à celui de l'URSS au début de la Seconde Guerre mondiale (près d'un million par mois) ¹⁷. Néanmoins, la capacité russe à tenir les combats dans la durée reste incertaine. Selon les services de renseignement américains et ukrainiens, l'intensité du feu de l'artillerie russe aurait diminué d'au moins deux tiers depuis la fin 2022. Le soutien matériel de la Corée du Nord et de la Biélorussie témoigne d'une exacerbation de ces problématiques de stocks.

Sur le plan militaire, les difficultés de la Russie observables depuis le début du conflit pourront-elles être surmontées ? Plusieurs signaux faibles semblent indiquer que oui : priorisation des impératifs militaires sur les objectifs symboliques (retrait de Kherson), meilleure coordination inter-armées, mais surtout formation progres-

sive des nouveaux mobilisés, certes imparfaite et courte, mais qui semble mieux organisée qu'envisagé initialement ¹⁸. La capacité à mener des manœuvres offensives de grande ampleur lors des prochains mois demeure toutefois très incertaine, face aux contraintes logistiques, d'équipement et de commandement auxquelles fait face l'armée russe.

Concernant l'opinion publique, l'impact des sanctions sur la population mais aussi la mobilisation militaire accrue participent à rendre la guerre plus concrète et donc plus impopulaire. Néanmoins, si le soutien aux élites n'est pas massif, la passivité semble dominer. Mais des « entrepreneurs militaires » tel le dirigeant de Wagner, Evgueni Prigojine, tenteraient d'exploiter les échecs de l'armée russe à des fins politiques ¹⁹. Malgré l'opacité de la situation politique russe, la structure du régime de Vladimir Poutine, organisée autour du clan des *siloviki* ²⁰, n'apparaît toutefois pas menacée pour l'instant.

Par ailleurs, la société russe est de plus en plus impliquée, avec un usage intensif de la propagande convoquant l'imaginaire de la « grande guerre patriotique ». Les dépenses militaires et de sécurité ont doublé depuis le début de la guerre, tandis qu'un décret autorise la réquisition des industries civiles à des fins militaires ²¹. Ce passage en économie de guerre pourrait notamment accélérer la dynamique de renouvellement des stocks d'armement russes (dont les obus d'artillerie).

16. ATWOOD Kylie, « Iran Is Preparing to Send Additional Weapons Including Ballistic Missiles to Russia to Use in Ukraine, Western Officials Say », CNN, 1^{er} novembre 2022. URL : <https://edition.cnn.com/2022/11/01/politics/iran-missiles-russia/index.html>. Consulté le 21 février 2023.

17. DACENKO Volodymyr, tweet du 18 août 2022. URL : https://twitter.com/Volodymyr_D_/status/1560350883929620481. Consulté le 21 février 2023.

18. MASSICOT Daria, « What Russia Got Wrong », *Foreign Affairs*, février-mars 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/ukraine/what-russia-got-wrong-moscow-failures-in-ukraine-dara-massicot>. Consulté le 21 février 2023.

19. ROUGH Peter et KASAPOGLU Can, « Putin's Pit Bull Is Making a Power Play », *Foreign Policy*, 21 décembre 2022. URL : <https://foreignpolicy.com/2022/12/21/prigozhin-putin-russia-war-ukraine-kadyrov-gerasimov-military/>. Consulté le 21 février 2023.

20. Expression désignant les dirigeants russes issus des services militaires et de sécurité nationale, qui se sont imposés face au clan des libéraux lors des luttes de pouvoir ayant accompagné l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir.

21. KORSUNSKAYA Darya, « Analysis: Surge in Russia's Defence and Security Spending Means Cuts for Schools and Hospitals in 2023 », Reuters, 22 novembre 2022. URL : <https://www.reuters.com/world/europe/surge-russias-defence-security-spending-means-cuts-schools-hospitals-2023-2022-11-22/>. Consulté le 21 février 2023.

Ainsi, si la Russie poursuit sa logique jusqu'au-boutiste sans se heurter à une contre-offensive ukrainienne significative avant l'automne 2023, la dynamique du rapport de force entre les deux belligérants pourrait s'inverser, cette fois en faveur de la Russie.

4. L'Ukraine sous perfusion occidentale, quelle soutenabilité de l'effort de guerre à l'horizon 2025 ?

En Ukraine, la mobilisation générale a été décrétée au début du conflit. Les forces ukrainiennes entraînées par les militaires américains et britanniques, et qui bénéficient de l'expérience des combats dans le Donbass depuis 2014, se sont montrées particulièrement efficaces. Les pertes de soldats ukrainiens sont difficiles à estimer (voir encadré page 8), mais elles étaient d'un ordre de grandeur comparable à celles des Russes fin 2022, près de 100 000 soldats étant alors en incapacité de combattre²². La mise en place d'une stratégie de la chair à canon par la Russie dans la région de Bakhmout, s'appuyant sur la nouvelle vague de mobilisation, a nettement accéléré le rythme des pertes de Moscou, et dans une moindre mesure de l'Ukraine²³.

Au niveau matériel, l'Ukraine continue de subir un rapport de force défavorable en termes d'artillerie (un contre trois)²⁴. Mais les livraisons de plus de 300 systèmes modernes de l'OTAN à partir du printemps 2022 ont constitué un basculement stratégique notable, produisant des effets

importants et limitant les taux d'attrition. Toutefois, face à la montée en puissance du dispositif russe, le maintien de l'effort de guerre ukrainien repose sur l'ampleur et l'adaptation à leurs besoins des livraisons d'armes de l'OTAN et de leur maintenance, dont elle est dépendante. Le budget militaire russe de 60 milliards d'euros était 10 fois supérieur à celui de l'Ukraine avant le début du conflit²⁵. Les 40 milliards de dollars US occidentaux apportés à Kiev sous forme de prêts et de dons rééquilibrent notablement ce rapport de force.

La contribution des pays européens à ce soutien, exprimée en part de leur budget militaire, est la plus forte pour les pays d'Europe centrale et orientale, qui ont historiquement perçu de manière exacerbée la menace russe. Mais en l'absence d'une réorientation de la politique industrielle des pays européens vers une économie de guerre, leurs faibles stocks de matériels militaires font peser ce soutien en grande majorité sur les États-Unis. Ces derniers ont fourni entre février 2022 et janvier 2023 une assistance à l'Ukraine d'un montant historique de près de 44 milliards de dollars US²⁶. Cela représente 70 % du soutien militaire total annoncé pour l'Ukraine, les Européens assurant plutôt un soutien financier et humanitaire. L'ensemble des dépenses de soutien inclura également celles destinées à la reconstruction du pays. Au vu de la destruction des infrastructures civiles et énergétiques ukrainiennes depuis octobre, la facture totale pourrait

22. STEWART Phil et ALI Idrees, « More than 100,000 Russian Military Casualties in Ukraine, Top U.S. General Says », Reuters, 10 novembre 2022. URL : <https://www.reuters.com/world/europe/more-than-100000-russian-military-casualties-ukraine-top-us-general-2022-11-10/>. Consulté le 21 février 2023.

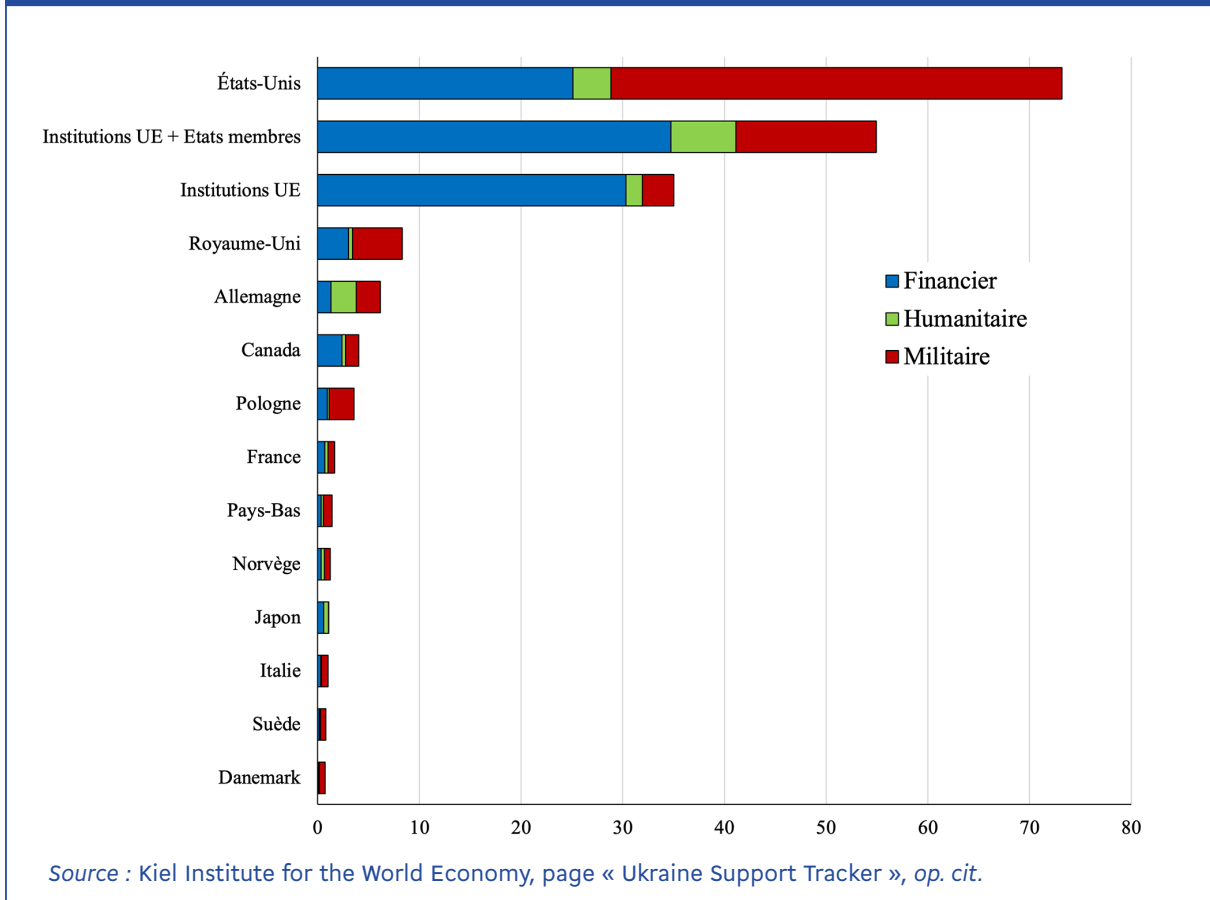
23. « Selon les autorités ukrainiennes, le 6 février a été la journée la plus meurtrière pour les troupes russes depuis le début de la guerre », *Le Grand Continent*, 7 février 2023. URL : <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/02/07/selon-les-autorites-ukrainiennes-le-6-fevrier-a-ete-la-journee-la-plus-meurtriere-pour-les-troupes-russes-depuis-le-debut-de-la-guerre/>. Consulté le 21 février 2023.

24. TREBESCH Christoph et alii, *The Ukraine Support Tracker: Which Countries Help Ukraine and How?*, Kiel Institute for the World Economy, *Kiel Working Paper* n° 2218, février 2023. URL : <https://www.ifw-kiel.de/publications/kiel-working-papers/2022/the-ukraine-support-tracker-which-countries-help-ukraine-and-how-17204/> ; et page « Ukraine Support Tracker », Kiel Institute for the World Economy. URL : <https://www.ifw-kiel.de/topics/war-against-ukraine/ukraine-support-tracker/>. Consultés le 21 février 2023.

25. « Military expenditure (current USD) - United States », données du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Banque mondiale. URL : [https://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.CD?locations=US&most recent value_desc=true](https://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.CD?locations=US&most%20recent%20value_desc=true). Consulté le 21 février 2023.

26. YOUSIF Elias, « U.S. Security Assistance to Ukraine Breaks All Precedents », *Stimson*, 20 octobre 2022. URL : <https://www.stimson.org/2022/u-s-security-assistance-to-ukraine-breaks-all-precedents/>. Consulté le 21 février 2023.

Graphique 2. Soutiens gouvernementaux annoncés à l'Ukraine par nature et par pays (entre fin janvier 2022 et le 15 janvier 2023) (en milliards d'euros)



atteindre entre 500 et 1 000 milliards de dollars US selon l'intensité et la durée du conflit ²⁷.

Ces flux sont-ils soutenables en cas d'enlisement du conflit sur plusieurs années ? Une analyse du CSIS montre que, comme pour les Russes, les contraintes pèseront davantage sur les obus et missiles d'artillerie que sur les systèmes de lancement. Le renouvellement des stocks américains de lance-roquettes multiples HIMARS et MLRS (*Multiple Launch Rocket System*) nécessite plusieurs années mais peut être compensé par des livraisons de systèmes moins modernes. Toutefois, les flux de missiles adaptés à leur usage en Ukraine apparaissent limités (un tiers des

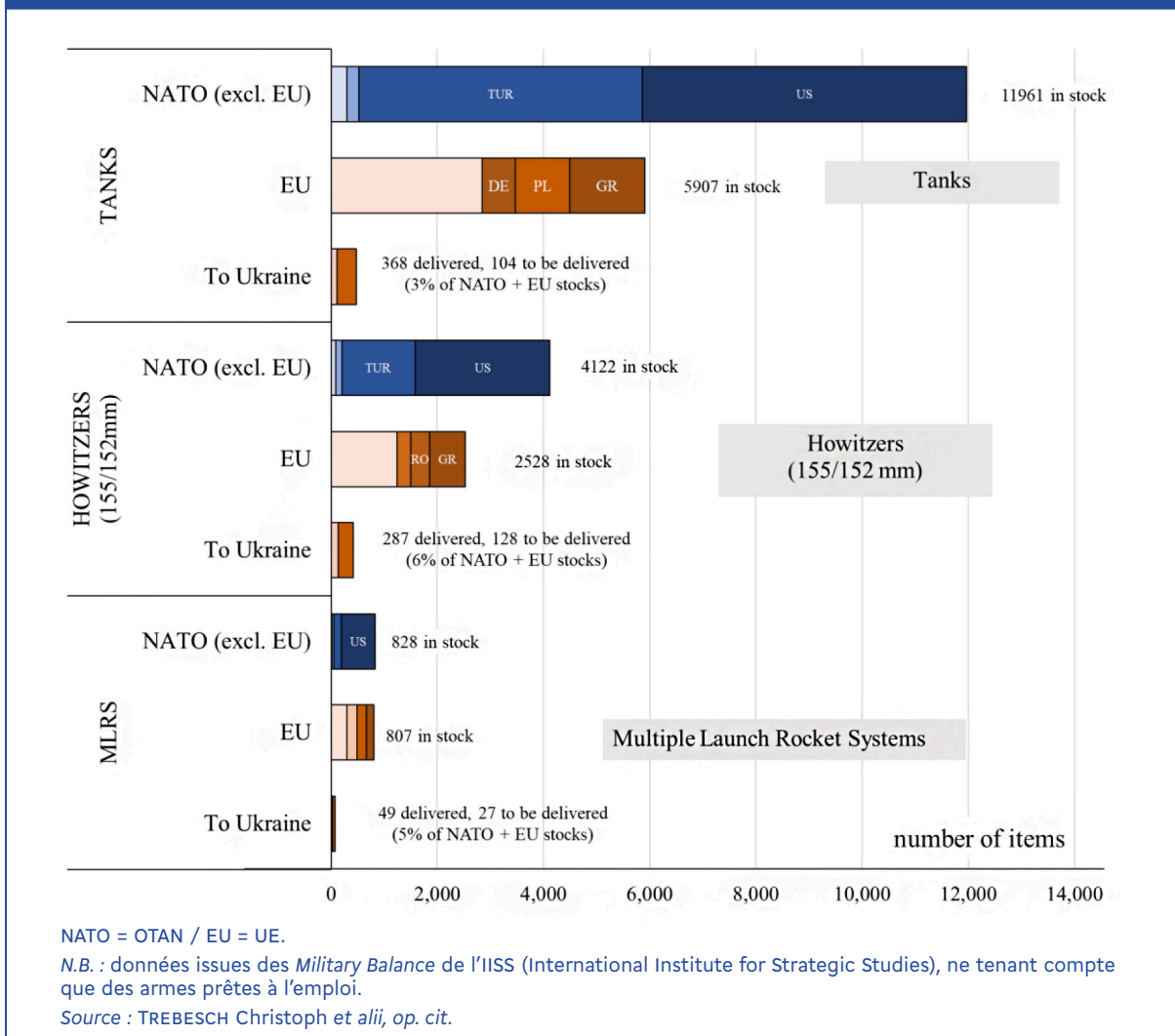
stocks américains représenterait quelques mois de consommation) ²⁸.

L'ampleur des contraintes en ressources matérielles et humaines pesant sur l'Ukraine comme sur la Russie demeure très incertaine. On peut toutefois, au vu des estimations mentionnées plus haut, imaginer qu'un enlisement du conflit sur plusieurs années nécessiterait une baisse de l'intensité des combats pour être soutenable. Cette perspective d'une guerre « sans fin » pourrait entraîner une remise en cause du soutien occidental, sous la pression des opinions publiques et partis politiques. En janvier 2023, près d'un quart des électeurs américains et 40 % des républicains jugeaient le soutien à l'Ukraine trop important (contre

27. CORDESMAN Anthony H., *op. cit.*

28. CANCIAN Mark F., « Is the United States Running out of Weapons to Send to Ukraine? », CSIS, 16 septembre 2022. URL : <https://www.csis.org/analysis/united-states-running-out-weapons-send-ukraine>. Consulté le 21 février 2023.

Graphique 3. Armes Lourdes : comparaison des stocks de l'OTAN estimés et des livraisons à l'Ukraine rendues publiques, par catégories d'armes (entre fin janvier 2022 et le 15 janvier 2023)



12 % et 17 % en mai 2022) ²⁹. Une remise en cause du soutien de Washington à l'horizon 2024 n'est ainsi pas à exclure.

5. Les États-Unis, grands gagnants du conflit : vers une puissance américaine consolidée sur la scène internationale et en Europe

Parmi les acteurs du conflit, les États-Unis apparaissent comme les grands gagnants, au détriment de l'Europe sur les aspects économiques et commerciaux (cf. message clef 12). Si leurs efforts de dissuasion ont

échoué à empêcher le conflit, leur crédibilité à s'engager pour soutenir leurs alliés apparaît depuis renforcée : sanctions, aide militaire, puissance du renseignement... ; le seuil nucléaire n'a par ailleurs toujours pas été franchi par Vladimir Poutine, la menace américaine d'une réponse conventionnelle forte participant probablement à l'en dissuader. L'OTAN n'a jamais été aussi crédible et soutenue depuis la guerre froide, même si le front antirusse est resté limité aux alliés historiques des États-Unis à l'international. En parallèle, la Chine a probablement réa-

29. DUNN Amina, « As Russian Invasion Nears One-year Mark, Partisans Grow Further Apart on U.S. Support for Ukraine », Pew Research Center, 31 janvier 2023. URL : <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2023/01/31/as-russian-invasion-nears-one-year-mark-partisans-grow-further-apart-on-u-s-support-for-ukraine/>. Consulté le 21 février 2023.

justé à la baisse son calcul stratégique sur la possibilité d'une conquête à peu de frais de Taiwan, du moins à court terme.

Du point de vue commercial, les Américains ont fortement accru leurs exportations de gaz vers l'Europe. Leur industrie nationale a gagné en compétitivité dans un contexte d'inflation énergétique en Europe et en Asie, phénomène exacerbé par une politique de subventions nationales massives via l'*Inflation Reduction Act*.

En parallèle, les appels de la France à une autonomie stratégique militaire de l'UE vis-à-vis de l'OTAN ne sont pas suivis dans les faits, avec un recours important aux commandes militaires américaines ou sud-coréennes (Allemagne, Pologne). Ceci pose la question de la crédibilité stratégique de l'UE, alors que les États-Unis pourraient basculer vers un nouveau président républicain isolationniste ou se concentrer plus exclusivement sur leur rival chinois à l'horizon 2024.

6. La Turquie, une puissance régionale au carrefour des enjeux internationaux des prochaines années

La Turquie tient une place géographique stratégique, à la croisée de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie. Elle se trouve ainsi placée au cœur de la réorganisation des réseaux gaziers vers l'Europe, et des enjeux de maîtrise des détroits en mer Noire. Depuis plusieurs années, le pays joue un rôle ambivalent d'équilibriste entre les deux parties du conflit. Membre de l'OTAN, elle n'a pas reconnu l'annexion par la Russie des régions ukrainienne et défend le maintien de l'intégrité territoriale du pays. Mais tout en vendant des drones à l'Ukraine, elle cherche aussi à faire avancer ses intérêts nationaux par le commerce énergétique et alimentaire avec la Russie, ou son

veto contre l'intégration de la Suède et la Finlande à l'OTAN... La Turquie est aussi une plate-forme commerciale alternative majeure pour la Russie³⁰, lui permettant en partie de contourner les sanctions (composants électroniques, énergie...) ³¹. Le pays demeure, par ailleurs, une puissance impliquée sur les « points chauds » de la géopolitique des prochaines années : opérations militaires au nord de la Syrie, tensions en Méditerranée orientale (Chypre, Grèce) où se trouvent des réserves de gaz dont l'exploitation potentielle durant la décennie 2030 pourrait fournir une part importante de l'approvisionnement européen ³²...

La situation est donc paradoxale puisque la Turquie est peut-être le médiateur le plus approprié pour la résolution du conflit, ce qui en fait un pays d'importance stratégique fondamentale au sein de l'OTAN. Mais ne risque-t-on pas, à force de concessions, de reproduire les erreurs du passé et sous-estimer les risques liés à une nouvelle dépendance énergétique, comme avec la Russie ? En cas de maintien au pouvoir du président Erdogan, dans un contexte de forte inflation, l'hypothèse à l'horizon 2030 de l'affirmation d'une politique régionale expansionniste n'apparaît plus si improbable.

Néanmoins, les séismes en Turquie et en Syrie de février 2023 auront des impacts régionaux potentiels massifs, qui pourraient avoir pour conséquence un affaiblissement du statut de puissance régionale de la Turquie à moyen terme. Compte tenu de l'afflux de personnes en situation de vulnérabilité, les tensions sur fond de crise économique, sociale, humanitaire des prochains mois seront considérables. La question du maintien du régime turc actuel ou de son éventuel durcissement est posée. En fonction du jeu géopolitique de la Turquie

30. BOURCIER Nicolas, « Mersin, le grand port turc transformé en plate-forme de commerce avec la Russie », *Le Monde*, 18 octobre 2022. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/18/mersin-le-grand-port-turc-transforme-en-plate-forme-de-commerce-avec-la-russie_6146236_3210.html. Consulté le 21 février 2023.

31. SWANSON Ana, « Russia Sidesteps Western Punishments, With Help From Friends », *The New York Times*, 31 janvier 2023. URL : <https://www.nytimes.com/2023/01/31/business/economy/russia-sanctions-trade-china-turkey.html>. Consulté le 21 février 2023.

32. *Gaz naturel : quels risques pour l'approvisionnement de l'Union européenne ?*, The Shift Project, 6 décembre 2022. URL : <https://theshiftproject.org/wp-content/uploads/2022/12/Gaz-naturel-risques-approvisionnement-UE-The-Shift-Project-pour-DGRIS-Dec-22.pdf>. Consulté le 21 février 2023.

dans les prochains semestres, de l'ampleur des aides occidentales, la région pourrait être déstabilisée.

7. Chine-Russie : une forte convergence d'intérêts, mais pas encore d'alliance militaire explicite

Le monde de blocs décrit dans notre scénario 2 ne se traduit pas, pour le moment, par un alignement de la Chine avec la Russie aussi explicite que celui observable pour l'Iran ou la Corée du Nord. Le renforcement des tensions avec leurs voisins israéliens et sud-coréens témoigne d'une certaine imbrication des fronts de différents conflits, où la polarisation des alliances et la perception d'opportunités de « coups de force » alimentent la montée des tensions. Ainsi, face à la menace de l'obtention de l'arme nucléaire par l'Iran, Israël pourrait utiliser l'opposition de l'OTAN aux livraisons de drones de Téhéran à la Russie comme un levier de mobilisation d'une coalition contre le régime chiite³³.

Si elle ne soutient pas l'invasion russe de l'Ukraine, et ne livre pour le moment pas d'armes, la Chine participe toutefois avec Moscou à un front idéologique commun contre les États-Unis. Dès février 2022, les deux pays avaient fait une déclaration conjointe portant sur leur définition commune d'une « nouvelle ère des relations internationales » et du « développement durable global ». Au-delà des affinités individuelles entre les dirigeants Vladimir Poutine et Xi Jinping, Pékin a également accéléré ses échanges commerciaux avec son voisin,

dans un contexte de sanctions occidentales. Ces échanges ont augmenté de près d'un tiers en 2022 par rapport à 2021³⁴. Les importations de produits chinois sont notamment en légère hausse (+ 13 %), alors que la majorité des partenaires russes ont fortement réduit leurs exportations et investissements dans le cadre des sanctions occidentales³⁵.

Mais certains flux restent encore contraints par les inerties liées aux infrastructures. La réorientation des livraisons de gaz vers la Chine ne dépassera pas 50 gigamètres cubes à l'horizon 2025, soit seulement un tiers des volumes exportés vers l'UE avant le conflit³⁶. En effet, le début des livraisons par le gazoduc Power of Siberia II n'est pas attendu avant 2030 (capacité additionnelle de 50 gigamètres cubes). Le basculement vers l'Asie des flux énergétiques russes permettra toutefois à Pékin de renforcer sa sécurité énergétique à un tarif avantageux.

Les difficultés rencontrées par l'armée russe sur le terrain ont probablement participé à tempérer les velléités belliqueuses chinoises vis-à-vis de Taiwan. Mais le conflit est également source d'enseignements pour la Chine et participe à affaiblir les réserves militaires américaines. À moyen terme, pourrait-on assister à l'émergence d'une alliance militaire avec la Russie qui pourrait obliger les États-Unis à choisir entre deux fronts, au détriment de l'Europe ? Combiné au rapprochement russe avec les régimes iranien et nord-coréen, assiste-t-on à la formation de deux blocs autoritaires et démocrates autour desquels s'organiseront les futures conflictualités mondiales ?

33. « Israël: Netanyahu en visite à Paris, à la recherche d'alliés contre l'Iran », RFI (Radio France internationale), 2 février 2023. URL : <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20230201-isra%C3%ABl-netanyahu-en-visite-%C3%A0-paris-%C3%A0-la-recherche-d-alli%C3%A9s-contre-l-iran>. Consulté le 21 février 2023.

34. « Russia and China See Record Bilateral Trade », *Telesur*, 7 décembre 2022. URL : <https://www.telesurenglish.net/news/Russia-and-China-See-Record-Bilateral-Trade-20221207-0018.html>. Consulté le 21 février 2023.

35. TESTARD Hubert, « Le virage vers l'Asie de l'économie russe », *Revue d'économie financière*, n° 147, novembre 2022, p. 198.

36. KABAKCI Fuat, « China Is Set to Become Russia's Main Gas Importer to Replace EU », AA (Anadolu Agency), 13 décembre 2022. URL : <https://www.aa.com.tr/en/economy/china-is-set-to-become-russias-main-gas-importer-to-replace-eu/2762421>. Consulté le 21 février 2023.

Quelles conséquences géoéconomiques et géopolitiques plus globales ?

8. Vellétités d'autonomisation accrues, mais maintien des interdépendances : une démondialisation encore fantasmée

Alors que la part des échanges internationaux dans le PIB mondial est passée de 25 % dans les années 1970 à près de 60 % au début des années 2000, un plateau semble avoir été atteint depuis la crise financière de 2008. Ce ralentissement pourrait-il présager une nouvelle phase de démondialisation ? Elvire Fabry, chercheuse à l'Institut Jacques Delors et conseillère scientifique de Futuribles International, rappelle que l'atteinte de ce palier est liée à un effet conjoncturel de baisse des prix des produits miniers et combustibles sur la décennie (un quart des volumes échangés). Les flux de données et de services demeurent en croissance, et les pays émergents continuent d'envisager leur développement économique par leur insertion dans les chaînes de valeur de la mondialisation. Ainsi, on assisterait plutôt à une réorganisation de la mondialisation pouvant « aussi bien conduire à la coexistence de blocs rivaux qu'à une escalade de mesures de rétorsion et une fragmentation des chaînes de valeur mondiales »³⁷.

La crise sanitaire et la guerre en Ukraine ont mis en lumière les vulnérabilités des États aux chocs externes dans une économie mondialisée où les interdépendances sont fortes. À l'horizon 2025, l'évolution de l'activité économique chinoise continuera d'affecter les chaînes de valeur internationales, avec des perspectives de ralentissement durable en cas de détérioration de la situation épidémiologique ou géopoliti-

que. L'amélioration de la résilience des chaînes d'approvisionnement, qui était historiquement un enjeu des entreprises, s'est aujourd'hui étendue aux États.

Au sein de l'UE, la relocalisation des chaînes de valeur stratégiques (produits de santé, batteries, métaux critiques) est un objectif politique de plus en plus mis en avant depuis la crise sanitaire et la formulation du concept « d'autonomie stratégique ». La Commission européenne identifiait ainsi, dans un rapport publié en février 2022 qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie industrielle européenne, 137 produits pour lesquels l'Europe possède une dépendance stratégique extérieure importante, reposant pour moitié sur la Chine³⁸. Ces produits sont principalement constitués de matières premières, de produits transformés des secteurs de la chimie, de la santé et des technologies de la transition numérique et écologique. Parmi ces dépendances, 34 seraient particulièrement critiques au vu des potentiels limités de diversification et de substituabilité. Toutefois, il n'y a pas eu pour le moment de dynamique significative de relocalisation des entreprises européennes depuis la Chine. Selon un sondage de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), les entreprises européennes avaient privilégié, au printemps 2022, l'augmentation de leurs stocks (55 %) et la diversification de leurs approvisionnements (49 %)³⁹.

La mise en place d'une stratégie commune de découplage vis-à-vis de la Chine apparaît complexe, les pays de l'UE possédant des niveaux hétérogènes de dépendance commerciale, comme l'a souligné la visite du chancelier Olaf Scholz à Pékin le 4 novembre 2022, visant à entretenir les relations économiques entre les deux pays (pre-

37. FABRY Elvire, « Comment l'Europe répond à la rivalité sino-américaine », Institut Jacques Delors, *Policy Paper* n° 288, 8 février 2023. URL : <https://institutdelors.eu/publications/comment-leurope-repond-a-la-rivalite-sino-americaine/>. Consulté le 21 février 2023 ; et intervention d'Elvire Fabry à Futuribles le 12 janvier 2023.

38. *Strategic Dependencies and Capacities*, Commission européenne, *Commission Staff Working Document, Updating the 2020 New Industrial Strategy: Building a Strong Single Market for Europe's Recovery*, 5 mai 2021. URL : https://commission.europa.eu/system/files/2021-05/swd-strategic-dependencies-capacities_en.pdf. Consulté le 21 février 2023.

39. BERD, *Business Unusual: Transition Report 2022-23*, BERD, novembre 2022, p. 63. URL : <https://www.ebrd.com/transition-report-2022-23>. Consulté le 21 février 2023.

mier fournisseur allemand, second marché d'export) ⁴⁰. Surtout, la recombinaison des chaînes de production reste contrainte par la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée, la localisation des matières premières et l'acceptabilité sociale de leur exploitation domestique. Dans un contexte de hausse des coûts de l'énergie, la réindustrialisation de l'Europe apparaît très incertaine. La diversification des chaînes d'approvisionnement, à la manière des accords bilatéraux signés par l'UE pour l'importation de métaux de la transition énergétique (Chili, Kazakhstan, Namibie... ⁴¹) soulèvera également l'enjeu de la cohérence politique de ces accords avec des partenaires potentiellement non démocratiques. Dans ce contexte, on pourrait observer un accroissement des accords commerciaux régionaux ou au sein de pays amis (*friend-shoring value chains*).

À l'échelle mondiale, les concurrences pour l'accès aux matières premières stratégiques dans un contexte géopolitique tendu devraient fortement s'accroître et pourraient conduire à des conflits, directs ou indirects, entre puissances. Certains pays d'Afrique sont directement concernés.

9. Émergence d'un découplage Chine / États-Unis sur les secteurs stratégiques

Le découplage commercial sino-américain est amené à s'accroître dans un contexte de rivalité croissante. Il est jusqu'ici sectoriel : les importations américaines de produits de consommation courante, non soumis aux droits de douane accrus de

25 % sous le mandat Trump, ont augmenté de 50 % depuis 2019 ⁴². La présidence Biden a accentué la primauté accordée à la sécurité nationale dans le cadre des politiques commerciales, ainsi qu'au maintien de la plus grande avance technologique possible vis-à-vis de la Chine. Les États-Unis ont adopté en octobre 2022 une stratégie, dans la lignée de la réglementation EAR (*Export Administration Regulations*) ⁴³, qui accentue les restrictions d'exportation de composants technologiques stratégiques vers la Chine au champ d'application extraterritorial et dont le périmètre dépasse le seul secteur militaire (puces, semi-conducteurs avancés pour utilisation dans l'intelligence artificielle, supercalculateurs, biotechnologies) ⁴⁴. En parallèle, la dépendance aux technologies chinoises de la transition énergétique sera réduite sous l'effet de l'*Inflation Reduction Act*, programme d'investissement massif dans la transition écologique. Côté chinois, la stratégie de montée en gamme vers l'amont des chaînes de valeur n'a pas encore permis de réduire la dépendance extérieure aux hautes technologies. Le mandat de Xi Jinping a toutefois marqué la montée en puissance des enjeux liés à l'autonomie et la sécurité nationale, plutôt qu'à la croissance économique purement quantitative par le commerce international ⁴⁵.

Des incertitudes fortes demeurent quant à la capacité des Américains à mobiliser des partenaires internationaux dans cette dynamique de durcissement de leur politique

40. WIEDER Thomas, « Volée de critiques sur la visite d'Olaf Scholz en Chine », *Le Monde*, 3 novembre 2022. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/03/volee-de-critiques-sur-la-visite-d-olaf-scholz-en-chine_6148322_3210.html. Consulté le 21 février 2023.

41. BEYER Marie, « L'UE signe avec le Kazakhstan, l'Égypte et la Namibie pour l'hydrogène vert et les matières premières critiques », *PV Magazine*, 30 novembre 2022. URL : <https://www.pv-magazine.fr/2022/11/30/lue-signe-avec-le-kazakhstan-legypte-et-la-namibie-pour-lhydrogene-vert-et-les-matieres-premieres-critiques/>. Consulté le 21 février 2023.

42. FABRY Elvire, *op. cit.*

43. Ensemble de réglementations régulant l'exportation de certains produits, technologies et logiciels depuis les États-Unis ou un pays tiers (réexport), vers un pays soumis à des restrictions d'exportation.

44. SEAMAN John et VELLIET Mathilde, « Rivalité Chine-États-Unis : "L'objectif américain est d'endiguer les progrès technologiques chinois dans tous les secteurs-clés" », *Le Monde*, 26 octobre 2022. URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/26/rivalite-chine-etats-unis-l-objectif-americain-est-d-endiguer-les-progres-technologiques-chinois-dans-tous-les-secteurs-cles_6147326_3232.html. Consulté le 21 février 2023.

45. CHIMITS François, « Le modèle économique chinois en 2034. Nouvel alliage entre forces de marché et dirigisme étatique ? », *Analyse prospective*, n° 277, 25 octobre 2022, *Futuribles International*. URL : <https://www.futuribles.com/le-modele-economique-chinois-en-2034-nouvel-alliag/>. Consulté le 21 février 2023.

commerciale vis-à-vis de Pékin. En effet, au-delà des puissances émergentes à la politique commerciale pragmatique (Turquie, Inde, OPEP), les pays du voisinage chinois possèdent des dépendances commerciales fortes, tout comme certains États du Sud via le mécanisme de la dette. Une intense bataille normative est également à prévoir à l'international, dans le cadre de la rivalité sino-américaine, concernant la diffusion de nouvelles innovations technologiques (6G, monnaies numériques, hydrogène et carburants de synthèse...). L'ampleur de l'alignement européen avec la stratégie américaine demeure incertaine (cf. message clef 12).

Pourrions-nous assister à l'émergence d'une guerre économique de haute intensité entre la Chine et les États-Unis dans les prochaines années ? Dans quelle mesure ces deux acteurs seront-ils capables d'enrayer l'escalade des mesures de rétorsion commerciales aujourd'hui en cours et jusqu'où celle-ci pourrait-elle aller ?

10. Des tensions durables sur les marchés de l'énergie : vers une « décontinentalisation » de l'approvisionnement en pétrole et en gaz de l'Europe ?

Avant le conflit, environ 40 % de la consommation d'énergie primaire en gaz de l'UE dépendaient des importations russes, 30 % pour le charbon et 25 % pour l'ensemble des pétroles brut et raffinés. Le choc conjoncturel que subissent les marchés du gaz, notamment en conséquence des politiques de sanctions mises en œuvre par l'Europe et la Russie, exacerbe les tensions sur la sécurité énergétique, déjà présentes en raison du déclin des capacités de pro-

duction pilotables en Europe (maintenance du parc nucléaire, fermeture de centrales fossiles). En parallèle, la structure même du marché européen de l'électricité accentue l'effet de contagion de la hausse des prix du gaz vers ceux de l'électricité⁴⁶. Les perspectives de réforme européenne de ce marché feront face à des oppositions structurelles fortes entre politiques énergétiques nationales, notamment sur les mécanismes de financement des capacités de production renouvelables, nucléaires et fossiles⁴⁷.

La hausse des prix de l'énergie a permis à la Russie de s'assurer, en 2022, des revenus historiques, mais la baisse beaucoup plus importante à prévoir des volumes exportés vers l'Europe affectera indéniablement le budget de Moscou en 2023. Le basculement des flux de gaz russe vers la Chine ne pourra compenser ce déficit qu'à la marge, ceux-ci étant contraints par les inerties sur le développement de nouveaux gazoducs.

Pour le pétrole, en revanche, l'effet de la guerre sur les prix a pour le moment été modéré, notamment via le recours aux réserves pétrolières stratégiques américaines. Le jeu des vases communicants entre le marché européen des hydrocarbures russes et le marché asiatique a déjà commencé. Les importations indiennes de pétrole brut russe ont explosé depuis le début du conflit, Moscou devenant le premier fournisseur devant l'Arabie Saoudite et l'Irak, avec plus de 20 % de part des approvisionnements contre moins de 1 % avant le conflit⁴⁸. Les normes des carburants indiens étant compatibles avec celles des Européens, cela participe indirectement à l'approvisionnement en diesel de l'UE, les exportations indiennes vers cette région

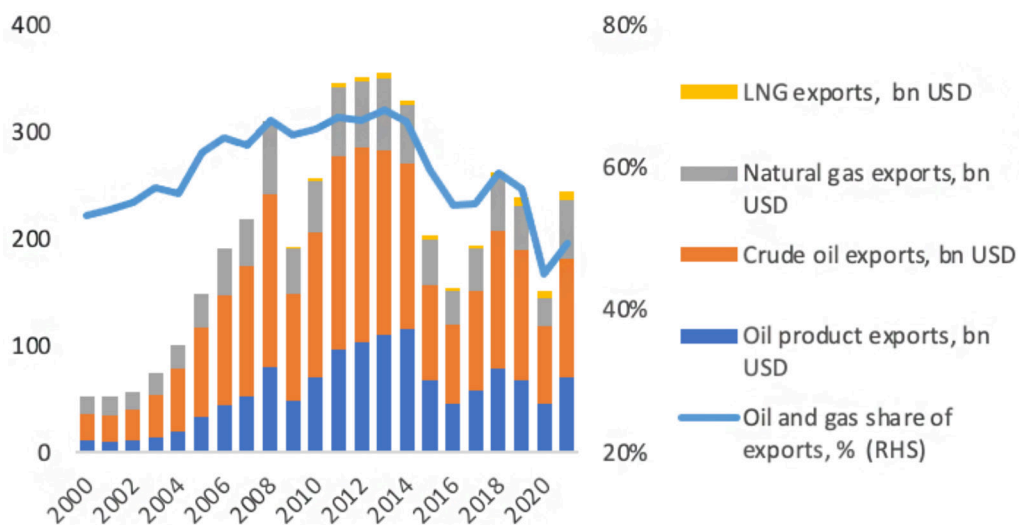
46. Dans le marché de l'électricité européen, c'est la dernière centrale électrique appelée pour répondre à la demande qui fixe le tarif de l'électricité. Dans les périodes de forte demande, il s'agit généralement des centrales fossiles, aux coûts de production plus élevés (charbon, gaz).

47. PERCEBOIS Jacques, « Réforme du marché de l'électricité en Europe : quand les CAPEX détrônent les OPEX », *Connaissance des énergies*, 10 novembre 2022. URL : <https://www.connaissancedesenergies.org/tribune-actualite-energies/reforme-du-marche-de-lelectricite-en-europe-quand-les-capex-detronent-les-opex>. Consulté le 21 février 2023.

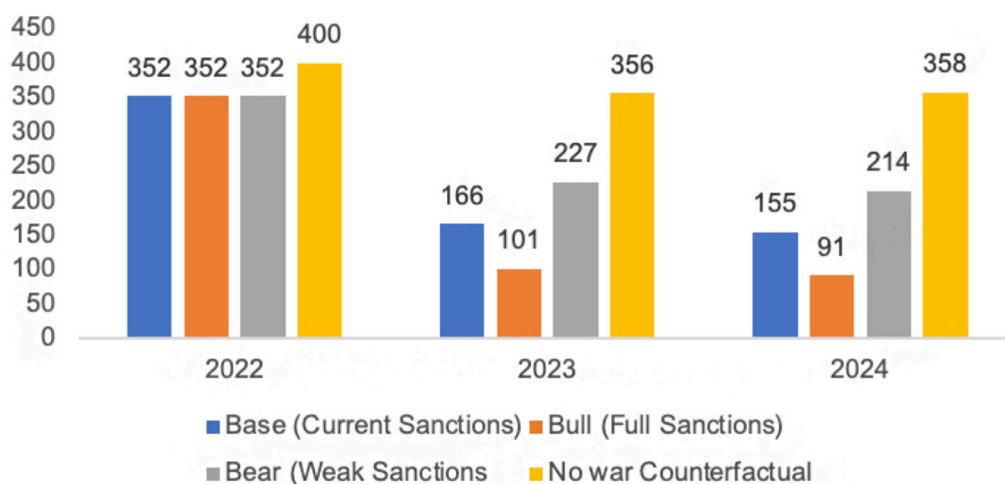
48. « Russia Becomes India's Top Oil Supplier in October », *Outlook / Press Trust of India*, 6 novembre 2022. URL : <https://www.outlookindia.com/business/russia-becomes-india-s-top-oil-supplier-in-october-news-235173>. Consulté le 21 février 2023.

Graphique 4. Exportations de pétrole et gaz de la Russie (en milliards de dollars US)

A. Volumes historiques



B. Projections 2022-2024 par scénarios



Scénario *Base* : plafond sur le prix du pétrole brut russe (*oil cap*) à 55 dollars US le baril. Scénario *Bear* : 75 dollars US le baril. Scénario *Bull* : 35 dollars US le baril + sanctions sur le commerce de GNL (gaz naturel liquéfié). N.B. : le G7 a fixé le plafond à 60 dollars US le baril en décembre 2022.

Source : THE INTERNATIONAL WORKING GROUP ON RUSSIAN SANCTIONS, « Implementation of the Oil Price Cap », *Working Group Paper*, n° 10, 28 novembre 2022. URL : <https://drive.google.com/file/d/1jIQDNfIPTEN-aW6gGv-ZiEEem7N94UF1A/view>. Consulté le 21 février 2023.

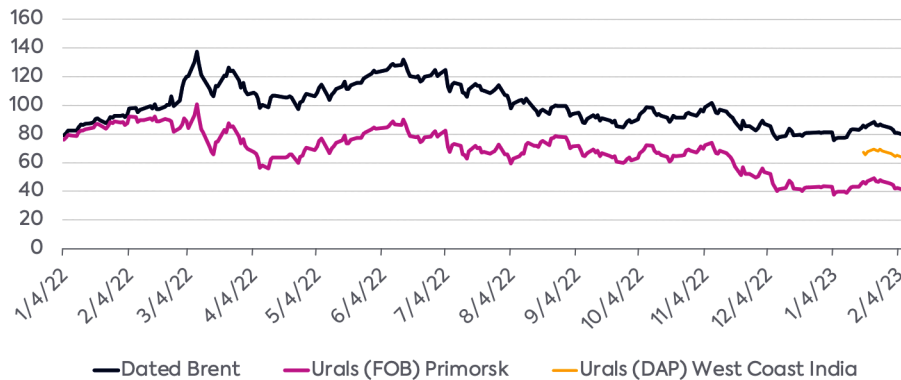
étant en hausse d'un tiers⁴⁹. Aussi, la Russie est le premier fournisseur de pétrole de la Chine depuis le mois de mai 2022, les exportations de brut russe ayant augmenté de moitié en 2022 par rapport à 2021⁵⁰.

La mise en place en novembre 2022 de l'embargo de l'UE sur le pétrole brut de Russie et de celui de février 2023 sur ses produits pétroliers a pour ambition de limiter les volumes exportés. En parallèle, l'adoption

49. CHIN Yongchang et SHARMA Rakesh, « Oil's New Map: How India Turns Russia Crude into the West's Fuel », Bloomberg, 5 février 2023. URL : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-02-05/oil-s-new-map-how-india-turns-russia-crude-into-the-west-s-fuel>. Consulté le 21 février 2023.

50. RUSSELL Clyde, « Column: Excluding Russian Oil from China's Imports May Give Clearer View », Reuters, 17 janvier 2023. URL : <https://www.reuters.com/markets/commodities/excluding-russian-oil-chinas-imports-may-give-clearer-view-russell-2023-01-17/>. Consulté le 21 février 2023.

Graphique 5. Évolution des prix de référence des barils de pétrole brut d'Europe du Nord (Brent) et de Russie (Oural) entre 2022 et 2023 (en dollars US)



Note: Platts assessments for Urals (DAP) West Coast India started on January 18, 2023.

Source: S&P Commodity Insights, accessed February 10, 2023.

Source : MILLS Robin et MEHDI Ahmed, « The EU Ban on Russian Oil: Crude Implications for the Middle East », Center on Global Energy Policy at Columbia, février 2023. URL : https://www.energypolicy.columbia.edu/wp-content/uploads/2023/02/EU-ban-on-Russian-oil-Commentary_CGEP_021023-6.pdf. Consulté le 21 février 2023.

par le G7 d'un plafond sur le prix du pétrole (60 dollars US le baril) vise à provoquer une baisse des revenus russes, même si cet effet sera modéré au vu des rabais déjà offerts par Moscou aux acheteurs asiatiques. Alors que les prix du pétrole sont relativement homogènes à l'international, au contraire de ceux des marchés régionaux du gaz, les sanctions affectent le prix du baril russe de l'Oural livré en mer Baltique, qui est aujourd'hui quasiment inférieur de moitié à celui d'autres références internationales comme le Brent de la mer du Nord (graphique 5). Pour les livraisons du brut russe vers l'Inde (DAP), ce différentiel est d'un quart. Des incertitudes demeurent sur le potentiel contournement de ces sanctions par la Russie. On observe déjà la mobilisation croissante d'une « flotte fantôme » de navires ayant participé au contournement des embargos pétroliers frappant l'Iran et le Venezuela, en substitution des flottes des compagnies occidentales appliquant les sanctions⁵¹.

Ces sanctions occidentales visent ainsi un équilibre précaire entre la baisse des reve-

nus énergétiques russes et le maintien de l'offre mondiale, par le déplacement des exportations russes vers d'autres destinations. Toutefois, l'Europe pourrait connaître des tensions accrues sur le prix du diesel en 2023 en cas de croissance insuffisante des importations de produits raffinés depuis l'Inde et le Moyen-Orient. Sur le gaz, la principale variable d'ajustement pour l'approvisionnement européen sera la demande, tant domestique qu'internationale. Fin 2022, l'UE ne recevait plus que 15 % du gaz russe qu'elle importait par gazoduc avant le conflit, l'obligeant à s'approvisionner sur le marché du GNL à un coût très élevé⁵². Le volume mondial disponible à l'export ayant peu de perspectives de croissance à l'horizon 2025, cela passera par la compétition avec les pays asiatiques. Les pays les plus pauvres (Bangladesh, Pakistan...) continueront de connaître une inflation croissante et des pénuries répétées. À l'horizon 2025, l'évolution de la demande chinoise sera le facteur déterminant pour la sécurité d'approvisionnement européenne, dans un contexte d'évolution de la situation économique et sanitaire incertain.

51. COOK Chris et SHEPPARD David, « Iran's 'Ghost Fleet' Switches into Russian Oil », *Financial Times*, 7 février 2023. URL : <https://www.ft.com/content/955389bf-d01b-4acb-bd15-b764425a8a18>. Consulté le 21 février 2023.

52. ZACHMANN Georg, SGARAVATTI Giovanni et MCWILLIAMS Ben, « European Natural Gas Imports », Bruegel, 21 février 2023. <https://www.bruegel.org/dataset/european-natural-gas-imports>. Consulté le 21 février 2023.

Nicolas Mazzucchi, directeur de recherche au Centre d'études stratégiques de la Marine et conseiller scientifique de Futuribles International, souligne les implications géopolitiques fortes de cette « décontinentalisation » de l'approvisionnement énergétique européen. Les gazoducs et oléoducs partant de Russie et d'Asie centrale ne seront plus les principales voies stratégiques de la sécurité énergétique du Vieux Continent. On observe déjà en 2022 une hausse des importations de GNL et de produits pétroliers depuis les États-Unis, le Moyen-Orient et l'Inde. La réorganisation des flux internationaux à l'horizon 2025 et surtout, à plus long terme, le développement de nouveaux projets d'exportation (Qatar, Méditerranée orientale) renforceront l'importance stratégique des voies maritimes d'approvisionnement en Méditerranée et dans l'Indo-Pacifique.

Ainsi, il est très probable que les prix du gaz et du pétrole resteront élevés sur les marchés de gros dans les prochaines années. Dans un contexte géopolitique et économique instable, la volatilité des prix devrait s'accroître. Les ménages et les entreprises ont jusqu'ici été protégés en partie de cette inflation par la puissance publique, bien que de manière inégale selon les pays et les catégories de consommateurs. Mais face à l'insoutenabilité de ces dépenses publiques, la protection offerte par les « boucliers énergétiques » pourrait se restreindre à l'horizon 2025, faisant pression sur le budget des ménages et entreprises vulnérables.

La fréquence et la durée des pénuries en Europe dépendront du niveau de la demande, qui baisse jusqu'ici principalement en raison de la réduction de l'activité économique, notamment industrielle ⁵³, mais aussi de la

sobriété des collectivités et des ménages. L'indice de production industrielle d'Eurostat témoigne d'une stabilité des volumes de production manufacturière en Europe entre novembre 2021 et 2022. En revanche, les secteurs intensifs en énergie sont particulièrement touchés, comme l'aluminium (moins 20 %), la chimie, l'acier et les ferroatallages (moins 15 %), la cimenterie (moins 10 %) et la papeterie (moins 7 %). L'industrie européenne des fertilisants affirme avoir dû réduire de 70 % ses capacités de production durant les pics de prix de l'été 2022, tandis que le géant allemand de la chimie BASF activité a annoncé la suppression de plus de 2 000 emplois sur le Vieux Continent ⁵⁴. Autre exemple, le deuxième sidérurgiste mondial, Arcelor Mittal, décidait en septembre 2022 l'arrêt de la production de trois des seize hauts-fourneaux qu'il exploite en Europe ⁵⁵.

11. Les craintes d'une crise alimentaire mondiale majeure ne se sont pas encore concrétisées, mais les risques demeurent

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Ukraine et la Russie représentaient avant le conflit environ un quart des exportations mondiales de blé, l'Ukraine la moitié des exportations d'huile de tournesol, la Russie entre 15 % et 20 % des engrais à base d'azote, de potassium et de phosphate. Les pays dépendants de ces importations sont les plus vulnérables à une hausse des prix : environ 30 pays, dont 12 situés en Afrique, importent plus de la moitié de leur blé de l'Ukraine et / ou de la Russie. Toutefois, les craintes d'une crise alimentaire mondiale en lien avec le conflit ne se sont pas encore

53. Selon l'AIE (Agence internationale de l'énergie), la demande de gaz était en baisse de 20 % en 2022 dans l'industrie européenne, dont 40 % en lien avec l'arrêt ou le ralentissement de la production. Voir AIE, « How to Avoid Gas Shortages in the European Union in 2023 », AIE, décembre 2022. URL : <https://iea.blob.core.windows.net/assets/96ce64c5-1061-4e0c-998d-fd679990653b/HowtoAvoidGasShortagesintheEuropeanUnionin2023.pdf>. Consulté le 21 février 2023.

54. NILSSON Patricia, « BASF to downsize 'permanently' in Europe », *Financial Times*, 26 octobre 2022. URL : <https://www.ft.com/content/f6d2fe70-16fb-4d81-a26a-3afb93e0bf57>. Consulté le 21 février 2023.

55. « Flambée des prix de l'énergie : ArcelorMittal met à l'arrêt plusieurs de ses hauts-fourneaux en Europe », *Capital*, 5 septembre 2022. URL : <https://www.capital.fr/entreprises-marches/flambée-des-prix-de-lenergie-arcelormittal-met-a-larret-plusieurs-de-ses-hauts-fourneaux-en-europe-1445293>. Consulté le 21 février 2023.

concrétisées. Les prix des matières premières agricoles ont certes fortement augmenté dans les mois suivants le début de la guerre, en raison des incertitudes pesant sur la production ukrainienne et son exportation, exacerbées par les phénomènes spéculatifs. Mais à la fin de l'été, l'accord sur les exportations de céréales a permis d'apaiser la situation : la moitié des inventaires de blé ukrainiens en aurait bénéficié⁵⁶. Cet accord demeure toutefois fragile, bien que la Russie semble avoir pris conscience de la difficulté à jouer de la « diplomatie de la faim » pour décrédibiliser les Occidentaux vis-à-vis de ses partenaires du Sud.

Certains facteurs pourraient pourtant être à l'origine de tensions croissantes lors des prochains mois, alors que les effets du changement climatique pèsent en parallèle sur la productivité des terres agricoles :

- L'inflation des engrais minéraux azotés, en raison du maintien des prix élevés du gaz, bien qu'ils soient actuellement revenus à leur niveau de fin 2021 (dans les économies développées, les engrais représentent en moyenne près d'un tiers du coût de la récolte⁵⁷).
- L'accentuation des restrictions prises par certains pays sur les exportations, notamment en Asie (blé, sucre, riz en Inde⁵⁸ ; engrais en Chine⁵⁹). Lors des 10 premiers mois de l'année 2022, on décompte 166 mesures de restriction des exportations de denrées alimentaires et d'engrais dans le monde, dont deux tiers ont été actées par des pays du G20⁶⁰.
- L'escalade du champ du conflit en Ukraine. Au mois d'août 2022, la moitié des terres

agricoles et de la production de céréales demeureraient en dehors des zones occupées ou contestées⁶¹. Si les fronts ont peu bougé depuis lors, leur extension potentielle au littoral de la mer Noire, voire l'utilisation d'armes chimiques, pourrait tirer nettement à la baisse les exportations de céréales ukrainiennes.

Les pays les plus dépendants des importations d'intrants et de produits agricoles seront les plus affectés par cette hausse des prix et des politiques protectionnistes. L'appréciation importante du dollar US en 2022 a constitué un facteur de pression supplémentaire sur le coût des importations.

12. Dissensions économiques et politiques au sein de l'UE : l'avenir de l'équilibre européen en suspens

La hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation exacerbe l'inflation européenne, apparue dans le contexte des politiques monétaires expansionnistes et de la reprise du commerce international post-Covid. À la date de rédaction de ces messages clés, l'inflation semble avoir atteint un pic en Europe, la boucle prix-salaire redoutée ne s'étant pas manifestée. Son évolution demeure toutefois incertaine, la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentaire ne s'étant pas encore transmise à l'ensemble des entreprises et des ménages⁶². Cette situation entraîne nécessairement des dilemmes politiques et économiques au sein des États membres (hausse des taux d'intérêt vs. ralentissement de la croissance et chômage ; soutien des dépenses publiques vs. endettement, etc.).

56. BANQUE MONDIALE, *Commodity Markets Outlook*, Banque mondiale, octobre 2022. URL : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/38160/CMO-October-2022.pdf>. Consulté le 21 février 2023.

57. LEVI Peter et MOLNAR Gergely, « How the Energy Crisis Is Exacerbating the Food Crisis », AIE, 14 juin 2022. URL : <https://www.iea.org/commentaries/how-the-energy-crisis-is-exacerbating-the-food-crisis>. Consulté le 21 février 2023.

58. SINGH Purna Sharma, « India's Ban on Rice and Wheat Exports Has Been a Failure », *Nikkei Asia*, 9 décembre 2022, <https://asia.nikkei.com/Opinion/India-s-ban-on-rice-and-wheat-exports-has-been-a-failure>. Consulté le 21 février 2023.

59. BANQUE MONDIALE, *Commodity Markets Outlook*, *op. cit.*

60. Selon l'*Essential Goods Initiative*, du SGEPT (St. Gallen Endowment for Prosperity through Trade), novembre 2022. Cité in FABRY Elvire, *op. cit.*

61. Selon Concorde Capital (17 août 2022), cité in TESTARD Hubert, *op. cit.*

62. INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), « Refroidissement », *Note de conjoncture*, 15 décembre 2022. URL : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6677447>. Consulté le 21 février 2023.

Dans ce contexte de forte pression sur la dépense publique, les institutions européennes se trouvent en effet confrontées à la nécessité d'adopter des politiques non conventionnelles, comme durant la crise sanitaire. Dans un contexte de guerre commerciale, un assouplissement des règlements sur les aides d'État et les investissements européens communs est envisagé, dans le cadre du document stratégique européen *Industrial Green Deal* publié début février 2023. Il en va de même de l'abandon des objectifs budgétaires et monétaires rigides (déficit budgétaire ne dépassant pas 3 % du PIB ; endettement inférieur à 60 % du PIB), au profit d'objectifs ajustés aux profils des États membres, mais avec un contrôle accru pouvant s'accompagner de prescriptions de réformes économiques et financières structurelles. Par ailleurs, les aides liées aux plans de relance sont conditionnées à des investissements s'inscrivant dans les objectifs de transitions écologique et numérique, mais également à des réformes juridiques et politiques (cf. Pologne⁶³).

Ainsi, se dirige-t-on vers une « FMIisation » de la Commission européenne ? Avec quelle soutenabilité, notamment en cas de trajectoires économiques de plus en plus hétérogènes entre États membres ? La zone euro est-elle en danger ?

Par ailleurs, on observe une recomposition des équilibres politiques et militaires au sein de l'UE, en conséquence directe du conflit. Les pays d'Europe centrale et orientale prônent une ligne dure contre la Russie, jugeant que Paris et Berlin ne sont pas assez engagés dans leur soutien. Face à la menace, la Pologne se réarme massivement et pourrait devenir la future première puissance militaire de l'UE aux côtés de la puissance nucléaire française⁶⁴.

Si, pour le moment, l'ennemi russe permet d'afficher un front politique et des valeurs communes, des désaccords de fond persistent sur les modèles culturels et démocratiques entre États membres. Les questions de l'intégration de l'Ukraine à l'UE et de l'extension du marché commun exacerberont ces divergences. Celles-ci se manifestent déjà dans des discours parfois aux antipodes, entre ceux, minoritaires certes, qui appellent à démanteler la fédération de Russie pour assurer la paix à terme et ceux, comme le Pape, qui encouragent encore — et malgré la difficulté à l'exprimer publiquement — à négocier avec les Russes et à maintenir des liens diplomatiques avec eux. Ainsi, l'Autriche refuse, au nom de sa neutralité constitutionnelle, de fournir des armes à l'Ukraine et même de former des soldats au maniement de char⁶⁵. Dès lors, si le réarmement européen apparaît nécessaire au vu du retour de la guerre sur le continent, ne pourrait-il pas également conduire, à plus long terme, à un retour des conflits intraeuropéens ?

Il existe aussi un risque non négligeable de trafic d'armes lourdes sur le territoire européen et donc de nette résurgence des mouvements terroristes ou criminels. La Russie pourrait chercher à attiser les tensions dans les Balkans, tout en continuant sa stratégie informationnelle de soutien aux mouvements populistes conservateurs. Quant aux impacts humanitaires des séismes du 6 février 2023, avec plusieurs dizaines de millions de personnes touchées, quatre millions de personnes vulnérables en Turquie et potentiellement en situation de détresse humanitaire, ils sont déjà considérables et pourront peser sur l'Europe. Les chiffres de personnes vulnérables sont similaires pour la Syrie, selon Sivanka Dhanapala, repré-

63. KRZYSZTOSZEK Aleksandra, « Pour débloquer les fonds européens, Varsovie lance une nouvelle réforme de sa Cour suprême », *Euractiv*, 9 janvier 2023. URL : <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/pour-debloquer-les-fonds-europeens-varsovie-lance-une-nouvelle-reforme-de-sa-cour-supreme/>. Consulté le 21 février 2023.

64. *Défense & sécurité internationale*, tweet du 28 octobre 2022. URL : https://twitter.com/DSI_Magazine/status/1585908492472401921. Consulté le 21 février 2023.

65. LAGNEAU Laurent, « Attachée à sa neutralité, l'Autriche refuse d'apprendre aux soldats ukrainiens à utiliser le char Leopard 2 », *Zone militaire / OPEX360*, 14 février 2023. URL : <https://www.opex360.com/2023/02/14/attachee-a-sa-neutralite-lautriche-refuse-dapprendre-aux-soldats-ukrainiens-a-utiliser-le-char-leopard-2/>. Consulté le 21 février 2023.

sentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), lors d'une conférence de presse à Damas ⁶⁶.

Ainsi, outre son équilibre économique, c'est aussi l'équilibre politique et sécuritaire de l'UE qui est en suspens.

Partie 2. Actualisation des scénarios



Scénario 1. Enlisement du conflit et instabilités

Points clefs envisagés en juillet 2022

Ce scénario envisageait un gel du conflit militaire en Ukraine à l'horizon 2025 et donc une stabilisation des zones de front aux frontières du Donbass et le long du couloir vers la Transnistrie, Odessa restant aux mains des Ukrainiens. Dans cette trajectoire toutefois, le conflit déborde dans le champ cyber, avec des attaques répétées sur des infrastructures stratégiques ou des sites sensibles, et des pratiques de désinformation à but de déstabilisation, y compris à l'étranger. Dans ce contexte, l'équilibre des forces est précaire, et l'imprévisibilité importante, malgré l'absence d'escalade dans les affrontements au sol. Sur le plan géopolitique, en termes d'alliances, les Ukrainiens bénéficient toujours de l'appui occidental dans cette trajectoire, sans que ce dernier soit suffisant pour faire basculer le rapport de force contre la Russie. Concernant cette dernière, il était envisagé qu'elle puisse maintenir son effort de guerre grâce à ses revenus commerciaux importants malgré les sanctions, mais sans soutien d'alliés de poids comme la Chine, qui restait neutre.

Actualisation

► **Sur le plan militaire**, à la date de rédaction de ce document, ce premier scénario apparaît conforme à la succession des phases du conflit observée depuis février 2022 : enlisement sur le terrain et guerre de positions, soubresauts violents, hybrida-

tion dans le champ cyber et manipulation de l'instabilité par la Russie via ses canaux de désinformation, y compris à l'étranger... Toutefois, les combats n'ont pas baissé en intensité. Au contraire, celle-ci est plutôt restée constante, en conséquence d'un réajustement de l'effort de guerre des deux parties. Les forces ukrainiennes ont en effet témoigné d'une grande capacité de résilience, entre autres grâce à la persistance du soutien occidental (cf. message clef 4). En parallèle, la Russie a, elle aussi, réussi à maintenir la pression exercée sur l'armée ukrainienne par la mobilisation accrue de sa population (cf. message clef 3).

► À l'horizon 2025 et dans cette trajectoire, les Russes pourraient parvenir à figer les fronts comme envisagé initialement, sans nécessairement assurer plus de conquêtes. Cette hypothèse suppose, néanmoins, une mobilisation croissante de la population russe, dans la foulée de celle effectuée à l'automne 2022 et du passage de l'industrie en état de guerre. Elle suppose aussi une apathie de l'opinion publique, observée jusqu'à aujourd'hui, dans un contexte de dégradation possible de l'économie du pays dans les années à venir, liée à la réduction à prévoir de ses revenus énergétiques, en l'absence d'un basculement total de ses flux commerciaux vers l'Asie d'ici 2025, pour des raisons essentiellement logistiques.

► **Sur le plan géopolitique**, la Chine, bien que prudente, n'est pas aussi neutre dans ce conflit qu'envisagé initialement (cf. message clef 7). En effet, il apparaît clairement aujourd'hui que le pouvoir chinois accorde

66. « Séismes : jusqu'à 5,3 millions de personnes risquent d'être à la rue en Syrie », RFI, 10 février 2023. URL : <https://www.rfi.fr/fr/en-bref/20230210-séismes-jusqu-à-5-3-millions-de-personnes-riquent-d-êre-à-la-rue-en-syrie>. Consulté le 21 février 2023.

son soutien à la Russie et prend parti contre les États-Unis.

► Si la Chine peut avoir révisé pour un temps ses positions vis-à-vis d'une conquête militaire de Taiwan, au regard de l'enlèvement russe en Ukraine, l'affrontement larvé qui l'oppose aux États-Unis pourrait encore se renforcer dans les années à venir, participant à l'instabilité globale qui marque ce scénario.

► **Sur le plan géoéconomique** enfin, malgré l'absence d'un cessez-le-feu, l'initiative internationale pour favoriser les exports, bien que précaire, a permis, entre autres variables, de limiter les tensions sur les marchés agricoles.

► D'autres facteurs jouent néanmoins sur les prix des marchés (appréciation du dollar US, climat, coût engrais, spéculation...) et interrogent quant à leur possible hausse d'ici 2025.

Au global, la logique du conflit dessinée dans cette trajectoire en 2022 se maintient début 2023 : la situation se caractérise par l'équilibre précaire du rapport de force militaire et des alliances politiques et économiques. Elle est par ailleurs marquée par la survenue régulière d'incidents à forte répercussion politique et médiatique, faisant craindre l'escalade du conflit.

► Ce scénario peut donc évoluer à tout moment vers un des autres scénarios décrits ci-après.



Scénario 2. Conflit ukrainien à haute intensité. Vers un monde de blocs

Points clefs envisagés en juillet 2022

Cette trajectoire envisageait une polarisation géostratégique du conflit s'incarnant sur le terrain et dans les relations internationales. Alors que le bloc occidental continue à soutenir l'effort de guerre ukrainien, la Chine se range sans plus d'ambiguïté aux côtés de la Russie. Cette opposition marquée participe d'une hausse de l'intensité des affrontements, toujours contenus physiquement en Ukraine, mais débordant

très largement dans le domaine cyber. À l'échelle mondiale, la cohérence des blocs est encore imparfaite à l'horizon 2025 avec un non-alignement de pays majeurs (Inde, Turquie...), mais serait perceptible dans la réorientation progressive des flux énergétiques, de matières premières et de l'aide humanitaire entre pays « amis ».

Actualisation

► **Sur le plan militaire**, cette trajectoire apparaît moins en phase avec la situation début 2023 par rapport au scénario 1, et ce malgré les frappes en profondeur sur les villes de l'Ouest. Le risque de débordement reste néanmoins permanent, plutôt en conséquence de tensions géopolitiques internationales. De nombreux conflits dormants ont ainsi été attisés au cours des derniers mois (Azerbaïdjan / Arménie, Kirghizistan / Tadjikistan, incursion turque au nord de la Syrie), tandis que d'autres fronts menacent d'apparaître (tensions en Transnistrie, Israël-Iran, Chine-Taiwan, Corée). L'OTAN a accéléré ses livraisons d'armes à l'Ukraine, incluant maintenant des catégories d'équipements auxquels elle s'opposait initialement (missiles longue portée, chars...). Pour maintenir son effort de guerre, la Russie a fait preuve de résilience en assurant une forte mobilisation de sa population contre les sanctions occidentales et pour répondre aux taux d'attrition matériel et humain qu'elle subit. Si l'escalade cyber est restée limitée par rapport à ce qui avait été anticipé en 2022, notamment au regard des capacités limitées des Russes, les luttes informationnelles se sont, elles, développées, comme au Mali et au Burkina Faso.

► À l'horizon 2025, les effets de la mobilisation russe restent encore incertains, et le déni encore bien présent de l'insoutenable des objectifs de guerre maximalistes pourrait s'estomper. De fait, si la Russie ne parvient pas à maintenir ou renverser l'équilibre des forces de manière conventionnelle, elle pourrait envisager une escalade, sous un format hybride, ce qui pourrait faire basculer ce scénario vers les scénarios décrits ci-après. La Biélorussie pourrait également s'impliquer directement dans le conflit.

► **Sur le plan géoéconomique et géopolitique**, à la date de rédaction de ce document, ce scénario apparaît correspondre à la situation mondiale actuelle. Bien qu'il ne semble pas y avoir constitution de nouveaux blocs, au sens d'alliances politiques et militaires, il y a bien des alignements entre pays autour de valeurs anti-occidentales et d'intérêts communs à la remise en cause de l'hégémonie américaine. L'Iran et la Corée du Nord ont ainsi soutenu directement la Russie en matériel militaire. Ces États ont également accentué leur position en rupture avec l'ordre international au cours des derniers mois, comme en témoignent les essais de missiles balistiques nord-coréens, l'enlèvement de l'accord nucléaire, ou la répression violente de la contestation sociale iranienne. De son côté, la Chine est restée prudente dans son soutien, mais elle a renforcé ses liens commerciaux avec la Russie et participe au contournement des sanctions. L'hypothèse d'un soutien direct de la Chine via la livraison d'armes n'est pas à exclure, comme l'a rappelé le secrétaire d'État américain Anthony Blinken ⁶⁷. Cela pourrait conduire à une nouvelle escalade dans les relations sino-américaines, avec la perspective de sanctions commerciales massives.

Inversement, l'Europe, l'Amérique du Nord et plus globalement les pays membres de l'OTAN font front contre les régimes autoritaires, cette fois via des alliances plus explicites et formalisées. L'impact de cette polarisation géostratégique sur la recomposition des flux commerciaux se manifeste déjà aujourd'hui, surtout via des politiques protectionnistes sur les composants technologiques stratégiques, plutôt que par une transformation des flux énergétiques et alimentaires. Malgré un contexte de fortes tensions et des velléités russes de jouer la carte de la « diplomatie de la faim », un accord en mer Noire a ainsi été signé cet été pour l'exportation des céréales, la Russie n'ayant pas grand-chose à gagner auprès des pays du Sud à exacerber les tensions sur les marchés agricoles.

Quant à l'attitude opportuniste des pays « non alignés » envisagée initialement dans ce scénario, elle se dessine de façon timide, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP+) ayant réalisé un coup de force diplomatique en affichant symboliquement un objectif de réduction des volumes de production, et ce malgré la visite de Joe Biden en Arabie Saoudite. La Turquie, quant à elle, semble décider de continuer à jouer un rôle d'intermédiaire et de médiatrice opportuniste dans le conflit. La catastrophe naturelle qu'elle a connue pourrait, néanmoins, rebattre les cartes (cf. message clef 6)

Enfin, le volontarisme de l'aide humanitaire présenté dans ce scénario en juillet 2022 pour motif de *soft power* apparaît aujourd'hui surestimé dans un contexte de crise où les marges de manœuvre financières seront réduites.

► À l'horizon 2025, cette polarisation pourrait s'accroître avec des effets sur l'accès aux matières premières. La Russie a perdu sa place de fournisseur numéro un d'hydrocarbures à l'Europe, qui a pour le gaz renforcé sa dépendance aux importations américaines. Néanmoins, l'hypothèse d'un bloc commercial énergétique et alimentaire entre pays « parias » clairement dessiné, évoquée dans ce scénario en juillet 2022, apparaît aujourd'hui trop caricaturale. Pékin semble en effet attaché à la diversification de ses approvisionnements, comme en témoignent les nombreux contrats GNL de long terme signés avec les États-Unis avant la crise, et sa stratégie auprès de la Russie pour profiter de gaz au rabais. Si d'ici deux ans les contraintes techniques sur les infrastructures limitent le basculement complet des flux énergétiques de la Russie vers la Chine, cette dernière pourrait à moyen terme sortir grande gagnante de la guerre en Ukraine, en ayant vassalisé le pouvoir russe et en s'étant assuré une autonomie forte vis-à-vis du bloc occidental. Pour l'Iran comme le Venezuela, un retour aux revenus énergétiques pré-embargo à l'horizon 2025, grâce à la guerre, apparaît aujourd'hui peu

67. HORTI Samuel et LANDALE James, « Ukraine War: Blinken Says China Might Give Weapons to Russia », *BBC News*, 20 février 2023. URL : <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-64695042>. Consulté le 21 février 2023.

vraisemblable, en raison des inerties trop lourdes et du coût d'extraction du pétrole. Par ailleurs, le Venezuela ne semble pas avoir intérêt à rejoindre un tel bloc de parias au vu des signaux faibles actuels concernant la réouverture progressive du marché pétrolier vénézuélien, et les initiatives diplomatiques des Occidentaux (entrevue entre les présidents Macron et Maduro à la conférence de Charm el-Cheikh / COP27 sur les changements climatiques fin 2022).

► Dans les prochaines années, la recomposition des relations internationales observée aujourd'hui et décrite dans ce scénario devrait se poursuivre en toile de fond, et ce peu importe l'issue du conflit. Mais elle suivra très certainement des logiques très pragmatiques, peut-être plus motrices que les principes idéologiques souvent mis en avant par les États. Cela participera au brouillage du paysage géopolitique d'ici 2025, à la constitution d'alliances hybrides et ambiguës, ainsi qu'au maintien d'une certaine forme de mondialisation des échanges, à rebours du discours sur la démondialisation, développé depuis la crise de la Covid-19 (cf. message clef 8).



Scénario 3. Peurs, égoïsmes nationaux et extension territoriale du conflit

Points clefs envisagés en juillet 2022

Ce scénario décrivait un retrait progressif des puissances occidentales du conflit ukrainien, justifié par l'essor de problématiques internes, tant économiques que sociales, et par un basculement des opinions américaine et européennes contre la poursuite des combats, par crainte de l'escalade. Les aides militaires de l'OTAN à l'Ukraine s'essouffent et le rapport de force militaire penche enfin en faveur de la Russie. Cette dernière étend donc son occupation aux territoires de l'est et du sud de l'Ukraine sans les contrôler complètement, et bloque l'accès à la mer Noire. Les Russes peuvent, dans ce contexte, multiplier les déclarations agressives contre la Pologne, les États baltes, la Moldavie. Cette situation engendre une aggravation des tensions au sein de l'Union européenne

qui peut alors connaître des conflits croissants entre États membres.

Actualisation

► **Sur le plan militaire**, la logique d'escalade observée depuis septembre s'inscrit dans les conditions de ce scénario. La Russie a bien mobilisé sa population massivement depuis juillet 2022, et a rapatrié partiellement ses troupes et milices présentes en Syrie et en Afrique. Si la résistance ukrainienne est plus importante qu'anticipé, cette dernière peut encore s'essouffler. En parallèle, bien que les attaques cyber aient pour le moment été limitées, elles pourraient s'intensifier dans les mois à venir si la Russie bénéficie du soutien de ressources humaines étrangères (Corée du Nord, Chine...). Par ailleurs, la menace nucléaire reste au cœur de la rhétorique poutinienne pour peser sur l'issue du conflit.

► À l'horizon 2025, ce scénario reste donc une trajectoire vraisemblable, en cas de succès stratégique de la mobilisation russe, qui parviendrait à surmonter les difficultés de formation, de coordination et de logistique visibles depuis le début du conflit. Cela supposerait donc une réussite qualitative de cette mobilisation au-delà du seul effet de masse. Une nouvelle vague de mobilisation pourrait également favoriser ce scénario. La peur de l'escalade et les tensions socio-économiques constituent des facteurs importants d'un possible désengagement progressif des forces occidentales. Les Russes pourraient aussi privilégier une extension horizontale de la guerre aux pays limitrophes, même s'ils ne semblent pas en avoir les moyens aujourd'hui.

► **Sur le plan géopolitique**, le levier de pression énergétique russe est aujourd'hui affaibli, car il reste peu de marges de manœuvre à la baisse pour les livraisons de gaz. De plus, la destruction du gazoduc Nord Stream rend la reprise des flux difficile, d'autant que l'autre principal gazoduc (Yamal) passe par la Pologne, l'un des pays les plus hostiles à la Russie. Pour le moment, la lassitude des populations européennes face à l'inflation reste un facteur d'évolution du conflit moins déterminant

qu'envisagé initialement, grâce à un hiver 2022-2023 plutôt doux, mais aussi grâce à la grande résilience du marché intérieur européen, et aux efforts de soutien auprès des entreprises et des particuliers, déployés nationalement par les États membres. En parallèle, la Chine comme l'Inde ont déjà fait preuve d'opportunisme sur les marchés, comme l'envisageait ce scénario. Quant aux États-Unis, si les élections de mi-mandat ne se sont pas traduites par un succès massif des Républicains susceptible de fragiliser le soutien à la guerre, les élections présidentielles de 2024 pourraient toujours porter au pouvoir un candidat isolationniste ou focalisé sur la Chine.

► À l'horizon 2025, le maintien très probable de prix élevés sur les marchés énergétiques et les risques persistants de pénuries d'électricité ou de gaz pour l'hiver 2023-2024 pourraient toutefois entraîner une remise en cause plus large du soutien à la guerre, notamment si les aides financières apportées à l'Ukraine sont mises en balance avec les besoins des populations européennes et américaine. L'effet du plafonnement des prix du pétrole par le G7 et l'embargo sur le pétrole mis en œuvre par l'UE sont des facteurs influents à suivre. La Russie pourrait, par ailleurs, envisager de détruire d'autres *pipelines* européens vers l'Afrique ou la Norvège, au risque d'envenimer dramatiquement le conflit. Cette situation tendue pourrait alors nourrir des conflits entre États membres, sur des enjeux de solidarité économique et énergétique, comme en témoignent déjà aujourd'hui les débats sur la réforme du marché de l'électricité ou du mécanisme des aides d'État. Dans un contexte instable, le risque de fragmentation de l'Union européenne reste fort.

Nous avons établi, en juillet 2022, trois scénarios complémentaires à l'horizon 2025, que nous avons moins développés car nous estimions qu'ils étaient moins vraisemblables. À la date de rédaction de ce document et en révisant nos travaux, nous pensons que ces scénarios méritent d'être reconsidérés car les événements du dernier trimestre 2022 et du début 2023 en accentuent la probabilité.

Scénario 4. Objectifs territoriaux russes atteints



Points clefs envisagés en juillet 2022

Ce scénario envisageait qu'à l'horizon 2025, la Russie puisse vaincre l'Ukraine si le bloc occidental, trop concentré sur ses problématiques internes ne s'y engageait pas à la hauteur de la Russie. Il peut donc s'inscrire dans le prolongement du scénario 3. Dans cette trajectoire, l'Ukraine est donc en partie occupée avec des dirigeants pro-Moscou placés dans les villes. La Russie raffermir sa position stratégique dans l'espace européen, grâce à la sécurisation de son accès à la mer Noire. Elle peut alors éventuellement exprimer de nouvelles velléités territoriales. Dans ce scénario, la victoire de fait russe n'est reconnue ni par l'Ukraine qui la subit, ni par la communauté internationale et l'OTAN qui y verraient la porte ouverte à des conquêtes multiples de la part de pays disposant de l'arme nucléaire. Cette situation, instable et temporaire, peut alors conduire au scénario 6.

Actualisation

► **Sur le plan militaire**, ce scénario reste vraisemblable en cas de succès de la mobilisation accrue de la population russe et de la campagne de bombardements russes sur les infrastructures énergétiques, d'une implication potentielle de la Biélorussie et d'un affaiblissement du soutien militaire à l'Ukraine, qui contribueraient à l'effondrement du moral ukrainien.

► À l'horizon 2025, cette trajectoire pourrait être accélérée en cas de reconquête par l'Ukraine des territoires occupés par la Russie, qui pousserait Moscou à utiliser l'arme nucléaire afin de figer les fronts et provoquer un effet de sidération. En l'absence de réaction de l'OTAN, cette attaque pourrait mettre fin au conflit sur les lignes de front du Donbass et de la Crimée, ce dont pourrait se satisfaire la Russie. Dans une dynamique plus favorable, la Russie pourrait aussi étendre son champ d'occupation plus largement en Ukraine (prise de Kiev, voire de l'ensemble du pays).



Scénario 5. Intégrité territoriale de l'Ukraine préservée

Points clefs envisagés en juillet 2022

Ce scénario faisait l'hypothèse d'une issue de la guerre plutôt favorable à l'Ukraine à l'horizon 2025, même si cette dernière se trouve contrainte à certaines concessions. Affaiblie militairement et économiquement, de plus en plus isolée, confrontée à la réprobation croissante de son opinion publique, la Russie diminue progressivement son implication dans le conflit. Elle finit par se retirer complètement, moyennant la neutralité de l'Ukraine et le maintien des républiques autoproclamées de Louhansk et Donetsk, ce qu'elle peut présenter comme une forme de victoire auprès de sa population, via sa propagande interne. Cette trajectoire peut être accélérée ou renforcée par la destitution ou la disparition de Vladimir Poutine.

Actualisation

Si cette trajectoire apparaissait très improbable au début du conflit, elle semble aujourd'hui plus vraisemblable, même si loin d'être acquise. La mobilisation russe, encore fragile aujourd'hui, pourrait s'avérer être un échec, participant à la bascule du rapport de force en faveur de l'Ukraine. Néanmoins, il ne s'agirait pas d'un retour au *statu quo* mais bien d'une reconquête des territoires occupés, avec certaines lignes rouges qui se maintiendraient, notamment concernant la Crimée. La réalisation de ce scénario suppose que le soutien occidental à l'Ukraine soit conditionné à une certaine modestie des ambitions ukrainiennes pour éviter l'escalade.

► À l'horizon 2025, ce scénario pourrait être renforcé par une accélération de la contestation du régime Poutine en interne, voire par sa destitution par des « entrepreneurs militaires » du type Prigojine (voir message clef 3). Mais une destitution de Vladimir Poutine ne mènera pas forcément à un dirigeant plus modéré concernant l'Ukraine.

Scénario 6. Conflit mondial et fuite en avant russe



Points clefs envisagés en juillet 2022

Ce scénario, initialement intitulé « Troisième guerre mondiale », s'inscrivait dans le prolongement des scénarios 2 et 3. Il propose une trajectoire dans laquelle le conflit connaît une escalade forte, avec une implication plus marquée de l'OTAN qui pourrait entrer en guerre en cas d'attaques non conventionnelles russes ou d'agression contre un pays membre. Il envisage aussi l'ouverture d'un nouveau front à l'international.

Actualisation

Au regard de la difficulté à qualifier la nature d'une guerre mondiale à l'ère nucléaire, ce scénario actualisé n'utilise plus le terme de « troisième guerre mondiale », trop connoté. Un conflit mondialisé, hybride ou avec de nouvelles zones d'affrontement, reste néanmoins envisageable. La Chine pourrait démarrer un nouveau front à Taiwan, tout comme une implication directe de la Biélorussie pourrait entraîner une réaction de la Pologne.

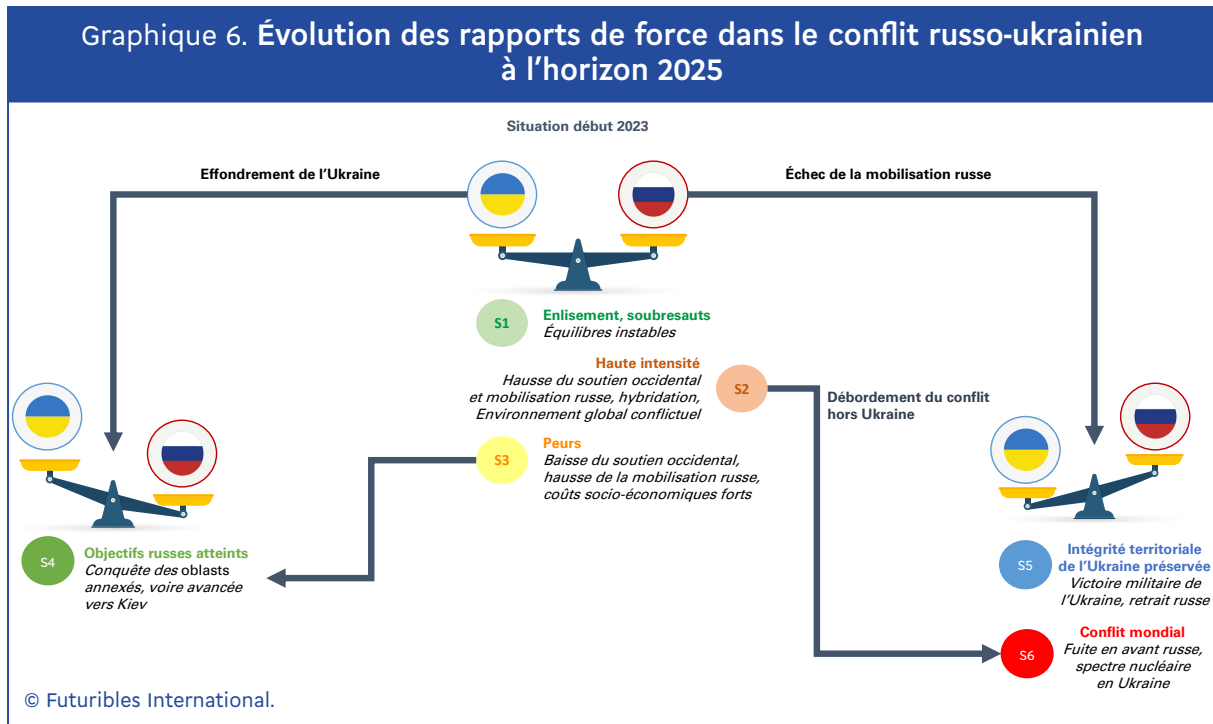
► À l'horizon 2025, une implication militaire directe de l'OTAN apparaît toujours peu probable. Elle pourrait être contrainte par une fuite en avant du régime russe, notamment via l'usage de l'arme nucléaire sur le territoire ukrainien, une hypothèse que nous ne pouvons toujours pas exclure⁶⁸.

Synthèse : évolution potentielle des rapports de force et bascule entre scénarios

En guise de conclusion, le graphique 6 décrit les évolutions possibles du rapport de force entre la Russie et l'Ukraine à l'horizon 2025, présentées sous forme de balances. Ces différentes configurations pourraient se traduire par divers scénarios présentés dans nos travaux.

À l'automne 2022, la dynamique du conflit penchait en faveur de l'Ukraine, qui avait réussi à infliger des revers stratégiques importants à la Russie. La mobilisation russe

68. LE BEC Antoine, *op. cit.*



semble avoir rééquilibré le rapport de force, mais son succès à plus long terme demeure incertain. Sur le terrain militaire, la situation se rapproche ainsi de notre scénario 1, avec un environnement géopolitique global à la polarisation croissante, similaire à celui décrit dans notre scénario 2.

Le succès à plus long terme de la mobilisation russe déterminera, à côté des autres variables décrites dans cette analyse, l'évolution du rapport de force et la bascule potentielle vers d'autres scénarios. ■